

## PERFORMANCE CONTINUE DU MODÈLE DE BANQUE UNIVERSELLE

### DONNÉES PUBLIÉES ET SOUS-JACENTES CASA ET GCA T2-2024

	CRÉDIT AGRICOLE S.A.		GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	
	Publié	Sous-jacent	Publié	Sous-jacent
Revenus	<b>6 796 m€</b> +1,8% T2/T2	<b>6 754 m€</b> +6,7% T2/T2	<b>9 507 m€</b> -0,4% T2/T2	<b>9 443 m€</b> +3,1% T2/T2
Charges	<b>- 3 621 m€</b> +12,6% T2/T2	<b>- 3 591 m€</b> +12,4% T2/T2	<b>- 5 687 m€</b> +8,8% T2/T2	<b>- 5 657 m€</b> +8,6% T2/T2
Résultat Brut d'Exploitation	<b>3 175 m€</b> -8,3% T2/T2	<b>3 163 m€</b> +1,0% T2/T2	<b>3 819 m€</b> -11,6% T2/T2	<b>3 785 m€</b> -4,2% T2/T2
Coût du risque	<b>- 424 m€</b> -20,7% T2/T2	<b>-424 m€</b> -5,8% T2/T2	<b>-872 m€</b> -7,1% T2/T2	<b>-872 m€</b> +2,1% T2/T2
RNPG	<b>1 828 m€</b> -10,4% T2/T2	<b>1 823 m€</b> -1,5% T2/T2	<b>2 028 m€</b> -18,3% T2/T2	<b>2 006 m€</b> -10,8% T2/T2
COEX	<b>53,3%</b> +5,1 pp T2/T2	<b>53,2%</b> +2,6 pp T2/T2	<b>59,8%</b> +5,0 pp T2/T2	<b>59,9%</b> +3,0 pp T2/T2

### RÉSULTAT SEMESTRIEL EN CROISSANCE SOUTENUE, CONFIRMATION DE L'OBJECTIF DE RNPG > 6 MDS€ EN 2024

### RESULTAT TRIMESTRIEL DE TRÈS BON NIVEAU APRÈS UN T2-23 MARQUÉ PAR DES ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS LIÉS À LA RÉORGANISATION DES ACTIVITÉS MOBILITÉ

- **Croissance de +0,2% du RNPG** en vision sous-jacente et hors effet du décalage temporel de la contribution au fonds de garantie des dépôts en Italie (DGS)
- **Revenus de haut niveau**, en hausse marquée en vision sous-jacente
- **Coefficient d'exploitation bas**, accompagnement du développement des métiers avec une hausse des charges sous-jacentes hors effet de périmètre et hors DGS à +5,7%

### ACTIVITÉ DYNAMIQUE DANS TOUS LES MÉTIERS

- **Activité solide de la banque de proximité et du crédit à la consommation**, s'appuyant sur une conquête de bon niveau, une hausse de la collecte en France et en Italie, une amorce de reprise de l'activité de crédit habitat en France, une légère hausse de la production de crédit aux entreprises en France, une croissance soutenue de l'activité de crédit à l'international et une stabilité de l'activité de crédit à la consommation à un haut niveau
- **Fort dynamisme en BFI, gestion d'actifs et assurance**, résultant d'une collecte brute élevée en assurance vie, du maintien d'une croissance soutenue du chiffre d'affaires en assurance dommage et protection des personnes, d'un semestre record en BFI avec un haut niveau d'activité, d'une collecte élevée et d'un niveau record d'encours en gestion d'actifs

### POURSUITE DES PROJETS STRATÉGIQUES

- Prise de participation majoritaire dans Degroof Petercam
- Acquisition de Alpha Associates
- Accord définitif en vue du partenariat avec Victory Capital

### POSITIONS DE CAPITAL ET DE LIQUIDITÉ TRÈS SOLIDES

- CET1 Crédit Agricole S.A. phasé 11,6%
- CET1 Groupe CA phasé 17,3%

**Dominique Lefebvre,**

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

*« Ces résultats démontrent une nouvelle fois la capacité de notre modèle de banque universelle à délivrer une performance solide et régulière. Ils sont avant tout la traduction de notre utilité au service de nos clients. »*

**Philippe Brassac,**

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

*« Les très bons niveaux de résultats, trimestriel et semestriel, confirment la perspective d'un résultat 2024 en avance d'un an sur les Ambitions 2025 de Crédit Agricole S.A. »*

*Ce communiqué de presse commente les résultats de Crédit Agricole S.A. ainsi que ceux du Groupe Crédit Agricole, qui regroupe les entités de Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales du Crédit Agricole, lesquelles détiennent 62,8% de Crédit Agricole S.A. Les éléments spécifiques qui, retraités des différents soldes intermédiaires auxquels ils se rapportent, permettent de calculer les résultats sous-jacents, sont détaillés dans les annexes de ce communiqué.*

# Groupe Crédit Agricole

## Activité du Groupe

L'activité commerciale a été dynamique ce trimestre dans les métiers du Groupe. La conquête brute est forte. Sur le deuxième trimestre 2024, le Groupe enregistre +482 000 nouveaux clients en banque de proximité, et le fonds de commerce progresse de +76 000 clients. Plus spécifiquement sur le trimestre, le Groupe a conquis +382 000 nouveaux clients en banque de proximité France et +100 000 nouveaux clients en banque de proximité à l'international (Italie et Pologne) et le fonds de commerce croît également (respectivement +68 000 et +8 000 clients).

Au 30 juin 2024, en banque de détail, l'encours de collecte bilan s'élève à 832 milliards d'euros, en hausse de +4,4% sur un an en France et en Italie (+4,6% pour les Caisses régionales et LCL, et +2,5% en Italie). Les encours de crédits s'élèvent à 873 milliards d'euros, +0,4% sur un an en France et en Italie (+0,3% pour les Caisses régionales et LCL, et +2,2% en Italie). La production de crédits habitat reste en baisse en France ce trimestre par rapport au second trimestre 2023, de -34% pour les Caisses régionales et -42% pour LCL, avec toutefois une stabilisation par rapport au premier trimestre 2024 (+18% pour les Caisses Régionales et +16% pour LCL). En Italie, la production de crédit habitat reste dynamique ce trimestre, +40% pour CA Italia par rapport au deuxième trimestre 2023, soutenue par des initiatives commerciales. Le taux d'équipement assurance dommage<sup>1</sup> est en hausse à 43,5% pour les Caisses régionales (+0,7 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2023), 27,8% pour LCL (+0,4 point de pourcentage), 19,7% chez CA Italia (+1,8 point de pourcentage).

En gestion d'actifs, la collecte est élevée (+15,5 milliards d'euros), notamment en actifs moyen long terme (+15 milliards d'euros) et au sein des JV (+11,6 milliards d'euros). En épargne/retraite, Crédit Agricole Assurances affiche une collecte brute de haut niveau (8,1 milliards d'euros, en hausse de +23,1% sur un an), le taux d'unité de compte demeure élevé sur la production (32,2%) et la collecte nette est positive (+1,5 milliards d'euros) et en croissance. En assurance dommages, le portefeuille est en croissance de +5,2% sur un an et représente 16,4 millions de contrats. Les encours sous gestion sont encore une fois au plus haut et progressent par rapport à fin juin 2023 en gestion d'actifs (2 156 milliards d'euros soit +9,9%), en assurance-vie (338 milliards d'euros soit +3,6%) et en gestion de fortune, qui bénéficie de l'intégration de Degroof Petercam (IWM et LCL 269 milliards d'euros soit +44,6%).

Le pôle SFS enregistre un niveau d'activité stable à un haut niveau, avec une hausse des encours de crédit à la consommation chez CAPFM (+8,2% par rapport à fin juin 2023) tirés par les activités automobiles qui représentent 53%<sup>2</sup> des encours totaux, et par la progression de la production et des encours crédit-bail chez CAL&F (19,8 milliards d'euros soit +8,5% par rapport à fin juin 2023).

La dynamique est forte en Grande Clientèle, avec des revenus records en banque de financement et d'investissement (meilleur deuxième trimestre et meilleur semestre), la banque de marché et d'investissement étant portée par le crédit primaire et la banque de financement bénéficiant de la progression de la banque commerciale. CACEIS affiche également un haut niveau d'encours conservés (4 966 milliards d'euros, +16,2% par rapport à fin juin 2023), et d'encours administrés (3 426 milliards d'euros, +50,4% par rapport à fin juin 2023) et bénéficie de l'intégration d'ISB ainsi que d'un bon dynamisme commercial, avec toutefois des effets marchés défavorables sur le trimestre.

Chacun des métiers du Groupe affiche ainsi une activité dynamique (Cf. Infra).

<sup>1</sup> Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

<sup>2</sup> CA Auto Bank, JV automobiles et activité automobile des autres entités

## Point sur la transition énergétique

Le Groupe publie son *Plan de transition climat*, guide de référence de sa démarche Net Zero 2050. Cette édition<sup>3</sup> constitue la mise à jour du guide « Agir pour le climat » publié en 2023. Elle détaille la mise en œuvre et les méthodologies de trajectoires de décarbonation, tant sur les émissions financées que sur l’empreinte de fonctionnement.

Le Groupe continue de déployer massivement financements et investissements en faveur de la transition. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole a multiplié par 2 ses expositions aux financements des énergies bas carbone<sup>4</sup> entre fin 2020 et mars 2024 avec 21,7 milliards d’euros au 31 mars 2024. Par ailleurs, le financement des capacités de production d’énergie renouvelable par CAA a augmenté de +17% par rapport à fin 2022 et représente 13,8 gigawatt au 30 juin 2024.

Enfin, le portefeuille de *green loans*<sup>5</sup> de CACIB a augmenté de +60% entre fin 2022 et juin 2024, et représente 19,8 milliards d’euros au 30 juin 2024.

---

<sup>3</sup> Disponible en version française, traduction en cours.

<sup>4</sup> Encours liés aux énergies bas carbone constitués des énergies renouvelables produites par les clients de l’ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole, incluant également les encours liés à l’énergie nucléaire pour CACIB

<sup>5</sup> Portefeuille d’actifs verts au sein de CACIB alignés aux critères d’éligibilité du Green Bond Framework Groupe de novembre 2023

## Résultats du Groupe

Au deuxième trimestre 2024, le résultat net part du Groupe publié du Groupe Crédit Agricole ressort à **2 028 millions d'euros**, en baisse de -18,3% par rapport au deuxième trimestre 2023 caractérisé par des éléments spécifiques importants (cf. ci-dessous).

Les **éléments spécifiques** du deuxième trimestre 2024 ont un **effet net positif de +22 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe** du Groupe Crédit Agricole. Ils sont composés des éléments comptables récurrents suivants : les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*), la partie spread émetteur de la FVA, et le *secured lending* pour +27 millions d'euros en résultat net part du Groupe sur la banque de marché et d'investissement, et la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour +4 millions d'euros en résultat net part du Groupe. À ces éléments récurrents, s'ajoutent des éléments spécifiques à ce trimestre : une reprise des provisions épargne logement pour +1 million d'euros en résultat net part du Groupe de LCL, une reprise des provisions épargne logement pour +17 millions d'euros en résultat net part du Groupe des Caisses régionales, -1 million d'euros en résultat net part du Groupe de AHM, des coûts d'intégration ISB pour -13 millions d'euros en résultat net part du Groupe en Grande clientèle, des coûts d'intégration Degroof Petercam pour -4 millions d'euros en résultat net part du Groupe en Gestion de l'épargne et de l'assurance, et des coûts d'acquisition de Degroof Petercam pour -9 millions d'euros en résultat net part du Groupe de la banque privée.

Les **éléments spécifiques** du deuxième trimestre 2023 avaient un impact cumulé de +232 millions d'euros en résultat net part du Groupe et étaient composés d'éléments comptables non récurrents pour +244 millions d'euros, composés de la réorganisation des activités Mobilité<sup>6</sup> sur le pôle SFS (+140 millions d'euros) et de la reprise de la provision pour amende Echanges Images Chèques (+104 millions d'euros).

Hors les éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent<sup>7</sup> du Groupe Crédit Agricole** atteint **2 006 millions d'euros**, en baisse de -10,8% par rapport au deuxième trimestre 2023.

### Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T2-2024 et au T2-2023

En m€	T2-24 publié	Eléments spécifiques	T2-24 sous- jacent	T2-23 publié	Eléments spécifiques	T2-23 sous- jacent	Δ T2/T2 publié	Δ T2/T2 sous- jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>9 507</b>	<b>64</b>	<b>9 443</b>	<b>9 546</b>	<b>388</b>	<b>9 159</b>	(0,4%)	+3,1%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 687)	(30)	(5 657)	(5 233)	(18)	(5 215)	+8,7%	+8,5%
FRU	-	-	-	6	-	6	(100,0%)	(100,0%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>3 819</b>	<b>34</b>	<b>3 785</b>	<b>4 319</b>	<b>369</b>	<b>3 950</b>	<b>(11,6%)</b>	<b>(4,2%)</b>
Coût du risque de crédit	(872)	(0)	(872)	(938)	(84)	(854)	(7,1%)	+2,1%
Sociétés mises en équivalence	74	(0)	74	46	(12)	58	+61,0%	+27,5%
Gains ou pertes sur autres actifs	(7)	(12)	5	33	28	5	n.m.	(14,5%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>3 014</b>	<b>22</b>	<b>2 992</b>	<b>3 460</b>	<b>301</b>	<b>3 160</b>	<b>(12,9%)</b>	<b>(5,3%)</b>
Impôt	(762)	(6)	(756)	(772)	(69)	(704)	(1,3%)	+7,4%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	4	-	4	(100,0%)	(100,0%)
<b>Résultat net</b>	<b>2 252</b>	<b>16</b>	<b>2 236</b>	<b>2 692</b>	<b>232</b>	<b>2 460</b>	<b>(16,4%)</b>	<b>(9,1%)</b>
Intérêts minoritaires	(224)	6	(230)	(211)	(0)	(211)	+5,9%	+8,7%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>2 028</b>	<b>22</b>	<b>2 006</b>	<b>2 481</b>	<b>232</b>	<b>2 249</b>	<b>(18,3%)</b>	<b>(10,8%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>59,8%</b>		<b>59,9%</b>	<b>54,8%</b>		<b>56,9%</b>	<b>+5,0 pp</b>	<b>+3,0 pp</b>

Au deuxième trimestre 2024, le **produit net bancaire sous-jacent s'élève** à 9 443 millions d'euros, en hausse de +3,1% par rapport au deuxième trimestre 2023, s'appuyant sur la bonne performance de tous les métiers. En

<sup>6</sup> La réorganisation des activités Mobilité du Groupe CA Consumer Finance a impacté de façon exceptionnelle le T2 2023 sur l'ensemble des Soldes Intermédiaires de Gestion au titre des transferts de fonds de commerce, d'indemnités reçues et versées, du traitement comptable de l'intégration à 100% de CA Auto Bank (ex-FCA Bank), de la réorganisation de l'activité de financement automobile au sein du Groupe CA Consumer Finance (en particulier la revue des solutions applicatives).

<sup>7</sup> Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

effet, les revenus sont stables en banque de détail (+0,1%), le pôle Gestion de l'épargne et assurance profite d'une activité dynamique et de l'intégration de Degroof Petercam, la Grande clientèle s'appuie sur le niveau historique de revenus en banque de financement et d'investissement, en plus de l'intégration d'ISB, les Services Financiers Spécialisés bénéficient également d'effets périmètre et de volumes favorables. Les **charges d'exploitation sous-jacentes** sont en hausse de +8,6% au deuxième trimestre 2024, pour s'établir à 5 657 millions d'euros, intégrant des effets périmètre, le décalage temporel<sup>8</sup> de la contribution au fonds de garantie des dépôts en Italie (DGS) en plus de l'accompagnement du développement des métiers. Au global, le Groupe voit son **coefficient d'exploitation sous-jacent** s'établir à 59,9% au deuxième trimestre 2024, en hausse de +3,0 points de pourcentage. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** s'établit à 3 785 millions d'euros, soit une baisse de -4,2% par rapport au deuxième trimestre 2023.

Le **coût du risque de crédit sous-jacent** s'élève à -872 millions d'euros, dont une dotation de -143 millions d'euros sur les encours sains (niveau 1 et 2), une dotation de -749 millions d'euros de coût du risque avéré (niveau 3) et une reprise de +20 millions d'euros sur les autres risques, soit une hausse de +2,1% par rapport au deuxième trimestre 2023. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, comme lors des précédents trimestres, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du deuxième trimestre ont fait l'objet d'une mise à jour, avec un scénario favorable (PIB à +1,2% en France en 2024, +1,5% en 2025) et un scénario défavorable (PIB à -0,2% en France en 2024 et +0,5% en 2025). Le **coût du risque sur encours<sup>9</sup> sur quatre trimestres glissants atteint 25 points de base, soit en ligne avec l'hypothèse du Plan à Moyen Terme à 25 points de base**. Il atteint 30 points de base en vision trimestrielle annualisée<sup>10</sup>.

Le **résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 2 992 millions d'euros**, en baisse de -5,3% par rapport au deuxième trimestre 2023. Il intègre la contribution des sociétés mises en équivalence pour 74 millions d'euros (en hausse de +27,5%) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint 5 millions d'euros ce trimestre. La **charge d'impôt sous-jacente est en hausse de +7,4%** sur la période avec un taux d'impôt ce trimestre à 25,9%, soit en hausse de +3,2 points de pourcentage en lien notamment avec un effet de base au deuxième trimestre 2023 lié à la reprise sur l'amende Echange Image chèque non soumise à l'impôt. Le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en baisse de -9,1% pour s'établir à 2 236 millions d'euros. Les intérêts minoritaires augmentent de +8,7%. Cette évolution des minoritaires divergeant de l'évolution du résultat net résulte essentiellement de la baisse de la valorisation de Banco BPM qui n'est pas soumise aux minoritaires. Enfin, **le résultat net part du Groupe sous-jacent, à 2 006 millions d'euros ressort en baisse de -10,8%** par rapport au deuxième trimestre 2023.

<sup>8</sup> Comptabilisé au deuxième trimestre 2024, alors qu'elle était comptabilisée au quatrième trimestre en 2023

<sup>9</sup> Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

<sup>10</sup> Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre



## Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au S1-2024 et au S1-2023

En m€	S1-24 publié	Eléments spécifiques	S1-24 sous- jacent	S1-23 publié	Eléments spécifiques	S1-23 sous- jacent	Δ S1/S1 publié	Δ S1/S1 sous- jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>19 031</b>	<b>114</b>	<b>18 917</b>	<b>18 473</b>	<b>356</b>	<b>18 117</b>	+3,0%	+4,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(11 276)	(50)	(11 226)	(10 517)	(18)	(10 498)	+7,2%	+6,9%
FRU	-	-	-	(620)	-	(620)	(100,0%)	(100,0%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>7 755</b>	<b>64</b>	<b>7 691</b>	<b>7 337</b>	<b>338</b>	<b>6 999</b>	<b>+5,7%</b>	<b>+9,9%</b>
Coût du risque de crédit	(1 523)	(20)	(1 503)	(1 486)	(84)	(1 402)	+2,5%	+7,2%
Sociétés mises en équivalence	142	(0)	142	153	(12)	165	(7,5%)	(14,2%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(14)	(20)	6	37	28	10	n.m.	(35,3%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>6 361</b>	<b>24</b>	<b>6 336</b>	<b>6 042</b>	<b>269</b>	<b>5 773</b>	<b>+5,3%</b>	<b>+9,8%</b>
Impôt	(1 517)	(12)	(1 505)	(1 483)	(60)	(1 422)	+2,3%	+5,8%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	6	-	6	(100,0%)	(100,0%)
<b>Résultat net</b>	<b>4 843</b>	<b>12</b>	<b>4 831</b>	<b>4 565</b>	<b>209</b>	<b>4 356</b>	<b>+6,1%</b>	<b>+10,9%</b>
Intérêts minoritaires	(432)	10	(442)	(415)	(0)	(415)	+4,0%	+6,5%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>4 412</b>	<b>22</b>	<b>4 389</b>	<b>4 150</b>	<b>209</b>	<b>3 941</b>	<b>+6,3%</b>	<b>+11,4%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>59,2%</b>		<b>59,3%</b>	<b>56,9%</b>		<b>57,9%</b>	<b>+2,3 pp</b>	<b>+1,4 pp</b>

**Sur l'ensemble du premier semestre 2024**, le résultat net part du Groupe publié est de 4 412 millions d'euros, contre 4 150 millions d'euros au premier semestre 2023, soit une hausse de +6,3%.

Les éléments spécifiques des six premiers mois 2024 comprennent les éléments spécifiques du premier semestre 2024 des Caisses régionales détaillés dans la section Caisses régionales et les éléments spécifiques de Crédit Agricole S.A. détaillés dans la section Crédit Agricole S.A.

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** ressort à **4 389 millions d'euros**, en hausse de +11,4% par rapport au premier semestre 2023.

Le **produit net bancaire sous-jacent s'élève à 18 917 millions d'euros**, en hausse de +4,4% au premier semestre 2024 par rapport au premier semestre 2023. Cette hausse s'explique par une hausse dans tous métiers, atteignant au global, sans le pôle AHM, +4,8% par rapport au premier semestre 2023.

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes s'élèvent à -11 226 millions d'euros, en hausse de +6,9 % hors FRU par rapport au premier semestre 2023, notamment sous l'effet de la hausse des rémunérations dans un contexte inflationniste, de l'accompagnement du développement des métiers, des dépenses IT et d'effets périmètre (cf. ci-dessous). Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** sur le premier semestre 2024 s'établit à 59,3 % en hausse de +1,4 point de pourcentage par rapport à celui au premier semestre 2023 hors FRU. Le FRU s'élevait à -620 millions d'euros en 2023.

Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent atteint ainsi 7 691 millions d'euros, en hausse de +9,9 % par rapport au premier semestre 2023.

Le **coût du risque** sous-jacent sur le semestre est en hausse, à -1 503 millions d'euros (dont -85 millions d'euros de coût du risque sur encours sains (niveau 1 et 2), -1 439 millions d'euros de coût du risque avéré et + 21 millions d'euros de risques autres correspondant principalement à des reprises de provisions juridiques), soit une hausse de +7,2% par rapport au premier semestre 2023.

Au 30 juin 2024, les indicateurs de risque confirment **la qualité de l'actif du groupe Crédit Agricole et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (45% des encours bruts) et entreprises (32% des encours bruts). Le stock de provisions s'élève à 21,2 milliards d'euros à fin juin 2024 (dont 11,5 milliards d'euros pour les Caisses régionales), dont 41% de provisions sur encours sains (47% pour les Caisses régionales). La gestion prudente de ce stock de provisions permet au Groupe Crédit Agricole de présenter un taux de couverture global des créances douteuses élevé à 82,3% à fin juin 2024.

Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à 6 millions au premier semestre 2024 contre 10 millions d'euros au premier semestre 2023. Le résultat sous-jacent avant impôt, activités cédées et minoritaires ressort en hausse de +9,8%, à 6 336 millions d'euros. La charge d'impôt est de -1 505 millions d'euros, en hausse de +5,8 %, avec un taux d'impôt effectif sous-jacent s'établissant à 24,3%, en baisse de - 1,1 point de pourcentage comparé au premier semestre 2023. Le résultat net avant minoritaires affiche ainsi une hausse de +10,9 %. Les intérêts minoritaires s'établissent à - 442 millions d'euros au premier semestre 2023, soit une hausse de +6,5 %.

**Le résultat net part du Groupe sous-jacent du premier semestre 2024** s'établit ainsi à 4 389 millions d'euros en hausse de + 11,4% par rapport au premier semestre 2023.



## Caisses régionales

La **conquête brute** s'établit à +278 000 nouveaux clients sur le trimestre et le **fonds de commerce croît de +38 000** nouveaux clients sur la même période. Le **taux de principalisation de DAV continue sa progression** (+0,5 point de pourcentage sur un an) et atteint 76,4%. **La part des clients utilisant les outils digitaux se stabilise à un niveau élevé** à plus de 76% à fin juin 2024.

**La production de crédit est en baisse** ce trimestre (-23% par rapport au deuxième trimestre 2023). La baisse est marquée sur l'habitat -34% par rapport au deuxième trimestre 2023), mais une reprise est amorcée sur ce trimestre (+18% par rapport au premier trimestre 2024). Le taux moyen à la production des crédits habitat<sup>11</sup> atteint 3,67% pour la période avril/mai, en baisse de -17 points de base par rapport à celui du premier trimestre 2024. **Les encours de crédits** atteignent 644 milliards d'euros à fin juin 2024, ils sont stables sur tous les marchés (+0,2% par rapport à fin juin 2023).

**Les encours de collecte globale** sont dynamiques et affichent une hausse de +3,7% sur un an pour atteindre 898 milliards d'euros à fin juin 2024. Cette croissance est portée tant par les encours de collecte bilan, qui atteignent 602 milliards d'euros à fin juin 2024, en progression de +3,9% par rapport à fin juin 2023, que par les encours de collecte hors-bilan, qui atteignent 296 milliards d'euros, en hausse de +3,2% sur un an, portés par la collecte d'UCO. Sur le trimestre, les encours de collecte bilan sont portés par la hausse de dépôts à terme (+4%) et par la reprise sur les dépôts à vue (+1,9%).

Le **taux d'équipement sur l'assurance dommage** s'établit à 43,5% à fin juin 2024 et poursuit sa progression (+0,7 point par rapport à juin 2023). Concernant les **moyens de paiement**, le nombre de cartes est en hausse de +1,5% sur un an, tout comme la part des cartes haut de gamme dans le stock qui augmente de 1,5 point de pourcentage sur un an, et représente désormais 15,6% du total des cartes.

**Au premier trimestre 2024, le produit net bancaire consolidé des Caisses régionales y compris dividende SAS Rue La Boétie<sup>12</sup>** atteint 5 305 millions d'euros, en hausse de +7,2% par rapport au deuxième trimestre 2023. La marge d'intermédiation est en baisse de -4,9%. Le PNB de portefeuille est en hausse de +17,4% en lien avec l'augmentation des dividendes reçus. Les commissions sont bien orientées avec une croissance de +3,1% par rapport au deuxième trimestre 2023, en particulier sur l'assurance-vie et la gestion de comptes.

**Les charges d'exploitation** progressent de +4,7%. Hors un effet de base lié aux indemnités de fin de carrière, la hausse atteint +3,1%. **Le résultat brut d'exploitation** ressort en hausse de +9,6%. **Le coût du risque est en hausse** de +12,5% par rapport au deuxième trimestre 2023 et s'élève à -459 millions d'euros lié principalement à la hausse du risque avéré. Le coût du risque sur encours demeure à un niveau maîtrisé à 20 points de base.

**Le résultat net consolidé** des Caisses régionales y compris dividende SAS Rue La Boétie<sup>12</sup> s'élève à 2 262 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, en hausse de +11% par rapport au deuxième trimestre 2023.

**La contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe** s'élève à 208 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, en baisse de -50% en comparaison au deuxième trimestre 2023.

**Sur le premier semestre 2024, le produit net bancaire y compris dividende SAS Rue La Boétie** est en hausse (+3,9%) par rapport au premier semestre 2023. Les charges d'exploitation progressent de +0,9% (+0,1% hors effet de base lié aux indemnités de fin de carrière) et le **résultat brut d'exploitation** est par conséquent en hausse de +8,5% sur le semestre. Enfin, avec un **coût du risque** en hausse de +22,4%, **le résultat net part du groupe des Caisses régionales y compris dividende SAS Rue La Boétie** s'élève à 2 701 millions d'euros, en hausse de +9,3% par rapport au premier semestre 2023.

**La contribution des Caisses régionales aux résultats du Groupe Crédit Agricole au premier semestre 2024** s'élève à 650 millions d'euros (-22%) en résultat net part du groupe publié, avec un produit net bancaire à 6 568 millions d'euros (-1,8%) et un coût du risque à -691 millions d'euros (+19,8%).

<sup>11</sup> Taux de crédits moyen sur les réalisations mensuelles d'avril et mai

<sup>12</sup> Dividende SAS Rue La Boétie versé au T2 annuellement

# Crédit Agricole S.A.

## Résultats

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 31 juillet 2024, a examiné les comptes du deuxième trimestre 2024.

### Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T2-2024 et au T2-2023

En m€	T2-24 publié	Eléments spécifiques	T2-24 sous-jacent	T2-23 publié	Eléments spécifiques	T2-23 sous-jacent	Δ T2/T2 publié	Δ T2/T2 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>6 796</b>	<b>42</b>	<b>6 754</b>	<b>6 676</b>	<b>346</b>	<b>6 329</b>	<b>+1,8%</b>	<b>+6,7%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(3 621)	(30)	(3 591)	(3 218)	(18)	(3 200)	+12,5%	+12,2%
FRU	-	-	-	4	-	4	(100,0%)	(100,0%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>3 175</b>	<b>12</b>	<b>3 163</b>	<b>3 461</b>	<b>328</b>	<b>3 133</b>	<b>(8,3%)</b>	<b>+1,0%</b>
Coût du risque de crédit	(424)	(0)	(424)	(534)	(84)	(450)	(20,7%)	(5,8%)
Sociétés mises en équivalence	47	(0)	47	27	(12)	39	+73,7%	+20,1%
Gains ou pertes sur autres actifs	15	(12)	27	29	28	1	(46,7%)	x 23,3
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 814</b>	<b>(0)</b>	<b>2 814</b>	<b>2 983</b>	<b>259</b>	<b>2 724</b>	<b>(5,7%)</b>	<b>+3,3%</b>
Impôt	(704)	(1)	(703)	(677)	(69)	(609)	+3,9%	+15,5%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	4	-	4	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>2 110</b>	<b>(1)</b>	<b>2 111</b>	<b>2 309</b>	<b>190</b>	<b>2 119</b>	<b>(8,6%)</b>	<b>(0,4%)</b>
Intérêts minoritaires	(282)	5	(287)	(269)	(1)	(269)	+4,7%	+6,8%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 828</b>	<b>5</b>	<b>1 823</b>	<b>2 040</b>	<b>190</b>	<b>1 850</b>	<b>(10,4%)</b>	<b>(1,5%)</b>
<b>Bénéfice par action (€)</b>	<b>0,58</b>	<b>0,00</b>	<b>0,58</b>	<b>0,64</b>	<b>0,06</b>	<b>0,58</b>	<b>(10,4%)</b>	<b>(0,9%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>53,3%</b>		<b>53,2%</b>	<b>48,2%</b>		<b>50,6%</b>	<b>+5,1 pp</b>	<b>+2,6 pp</b>

Au deuxième trimestre 2024, le résultat net part du Groupe publié de Crédit Agricole S.A. ressort à 1 828 millions d'euros, soit une baisse de -10,4% par rapport au deuxième trimestre 2023, qui était particulièrement élevé et bénéficiait d'éléments non récurrents notamment liés à la réorganisation de l'activité mobilité et la reprise de provision image chèque (cf. ci-dessous). Ce résultat du deuxième trimestre 2024 est de très bon niveau, il s'appuie sur des revenus élevés ainsi que sur un coefficient d'exploitation maintenu à un niveau bas.

Les éléments spécifiques de ce trimestre ont un impact cumulé de +5 millions d'euros en résultat net part du Groupe, ils sont composés des éléments comptables récurrents suivants : les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*), la partie *spread* émetteur de la FVA, et le *secured lending* pour +27 millions d'euros en résultat net part du Groupe en Grande clientèle, et la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour +4 millions d'euros en résultat net part du Groupe. A ces éléments récurrents, s'ajoutent des éléments spécifiques à ce trimestre : une reprise des provisions épargne logement pour +1 million d'euros en résultat net part du Groupe de LCL et - 1 million d'euros en résultat net part du Groupe de AHM, des coûts d'intégration Degroof Petercam pour - 4 millions d'euros en résultat net part du Groupe en Gestion de l'épargne et de l'assurance, des coûts d'intégration ISB pour -13 millions d'euros en résultat net part du Groupe en Grande clientèle, des coûts d'acquisition de Degroof Petercam pour -9 millions d'euros en résultat net part du Groupe en Gestion de l'épargne et de l'assurance.

Les éléments spécifiques du deuxième trimestre 2023 avaient un impact cumulé de +190 millions d'euros en résultat net part du Groupe et étaient composés d'éléments comptables non récurrents pour +201 millions d'euros,

à savoir la réorganisation des activités Mobilité<sup>13</sup> sur le pôle SFS (+140 millions d'euros) et la reprise de la provision pour amende Echanges Images Chèques (+62 millions d'euros). Les éléments récurrents s'élevaient à -11 millions d'euros en résultat net part du Groupe.

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**<sup>14</sup> s'établit à **1 823 millions d'euros** au deuxième trimestre 2024, en baisse de -1,5% par rapport au deuxième trimestre 2023. En sus, la contribution au fonds de garantie des dépôts en Italie a été comptabilisé au deuxième trimestre en 2024, alors qu'elle était comptabilisée au quatrième trimestre en 2023. Ainsi, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**<sup>14</sup> hors décalage temporel de la comptabilisation de la DGS est stable à +0,2% par rapport au deuxième trimestre 2023.

Au deuxième trimestre 2024, les **revenus sous-jacent** sont de haut niveau et atteignent 6 754 millions d'euros. Ils sont en hausse (+6,7%) par rapport au deuxième trimestre 2023. Cette croissance est portée par tous les métiers : le pôle Gestion de l'épargne et assurance profite d'une activité dynamique et de l'intégration de Degroof Petercam<sup>15</sup>, la Grande clientèle s'appuie sur le niveau historique de revenus au deuxième trimestre en banque de financement et d'investissement, en plus de l'intégration d'ISB<sup>16</sup> et de la hausse des commissions au sein de CACEIS, les Services Financiers Spécialisés bénéficient d'effets périmètre<sup>17</sup> et volume favorables, la Banque de proximité en France est portée par l'amélioration de la marge nette d'intérêts, et enfin la Banque de proximité à l'international s'appuie sur la hausse des commissions en Italie et de la marge nette d'intérêts en Pologne. Le pôle des Activités hors métiers enregistre une variation nette sous-jacente de -158 millions d'euros en lien avec un impact défavorable de la valorisation des titres Banco BPM en partie compensé par un dividende plus élevé par rapport au deuxième trimestre 2023 pour -71 millions d'euros en combinant les deux effets et un effet de base lié à la reprise de la provision sur l'amende Echange Image Chèques comptabilisée au deuxième trimestre 2023 pour -42 millions d'euros.

**Les charges d'exploitation sous-jacentes** s'élèvent à -3 591 millions d'euros, au deuxième trimestre 2024, en hausse de +12,4% par rapport au deuxième trimestre 2023. La hausse des charges de -395 millions d'euros sur un an, est constituée pour l'essentiel d'un effet périmètre à hauteur de -156 millions d'euros<sup>18</sup>, du décalage temporel de la contribution au fonds de garantie des dépôts en Italie (DGS) pour -58 millions d'euros, la hausse de frais de personnel pour -131 millions d'euros (dont -39 millions d'euros de provisions pour rémunérations variables en lien avec la performance des métiers), et d'investissements IT pour -53 millions d'euros. La hausse des charges sous-jacentes hors effet périmètre, hors DGS est de +5,7% soit -181 millions d'euros.

**Le coefficient d'exploitation sous-jacent** s'établit ainsi à 53,2% au deuxième trimestre 2024, en hausse de +2,6 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2023.

Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent du deuxième trimestre 2024 s'établit à 3 163 millions d'euros, en hausse de +1,0% par rapport au deuxième trimestre 2023. Retraité de l'impact DGS, le résultat brut d'exploitation sous-jacent est en hausse de +2,8% soit + 88 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2023.

Au 30 juin 2024, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (26% des encours bruts) et entreprises (43% des encours bruts de Crédit Agricole S.A.). Le taux de créances douteuses diminue par rapport au trimestre précédent et demeure toujours bas à 2,5%. Le taux de couverture<sup>19</sup>, élevé, à 71,3%, est en hausse de +1,6 point de pourcentage sur le trimestre. **Le stock total de provisions** s'établit à 9,7 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A., stable par rapport à fin mars 2024. Sur ce stock de provisions, 34% sont liées au provisionnement des encours sains (proportion en ligne avec les trimestres précédents).

<sup>13</sup> La réorganisation des activités Mobilité du Groupe CA Consumer Finance a impacté de façon exceptionnelle le T2 2023 sur l'ensemble des Soldes Intermédiaires de Gestion au titre des transferts de fonds de commerce, d'indemnités reçues et versées, du traitement comptable de l'intégration à 100% de CA Auto Bank (ex-FCA Bank), de la réorganisation de l'activité de financement automobile au sein du Groupe CA Consumer Finance (en particulier la revue des solutions applicatives).

<sup>14</sup> Sous-jacent, hors éléments spécifiques.

<sup>15</sup> Effet périmètre en revenus de Degroof Petercam : +49 millions d'euros au deuxième trimestre 2024

<sup>16</sup> Effet périmètre de ISB en revenus : +107 millions d'euros au deuxième trimestre 2024

<sup>17</sup> Effet périmètre lié à la consolidation des activités d'ALD et LeasePlan dans six pays Européens et à la prise de participation majoritaire au capital d'Hiflow au T3-23 : +24 m€ en revenus

<sup>18</sup> Effets périmètre en charge au deuxième trimestre 2024 : ISB pour -104 millions d'euros, Degroof Petercam pour -35 millions d'euros, ALD/ Leaseplan dans 6 pays européens et Hiflow pour -10 millions d'euros, Alpha Associates et consolidation de CATU pour le reste

<sup>19</sup> Taux de provisionnement calculé avec au dénominateur les encours en « stage 3 », et au numérateur la somme des provisions enregistrées en "stages" 1, 2 et 3

Le **coût du risque** sous-jacent est en dotation nette de -424 millions d'euros soit en baisse de -5,8% par rapport au deuxième trimestre 2023 qui s'élevait à -450 millions d'euros. Au deuxième trimestre 2024, la charge nette de -424 millions d'euros se décompose en une reprise sur encours sains (niveau 1 et 2) de +31 millions d'euros (contre une reprise de +14 millions d'euros au deuxième trimestre 2023), un provisionnement des risques avérés (niveau 3) pour -491 millions d'euros (contre -468 millions d'euros au deuxième trimestre 2023) et +37 millions d'euros de reprises de provisions sur d'autres éléments (provisions juridiques). Par métier, 50% de la dotation nette du trimestre provient du pôle des Services financiers spécialisés (contre 49% au deuxième trimestre 2023), 22% de LCL (contre 15% au deuxième trimestre 2023), et 17% de la Banque de détail à l'international (contre 28% au deuxième trimestre 2023). Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, comme lors des précédents trimestres, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du deuxième trimestre ont fait l'objet d'une mise à jour, avec un scénario favorable (PIB à +1,2% en France en 2024, +1,5% en 2025) et un scénario défavorable (PIB à -0,2% en France en 2024 et +0,5% en 2025). Au second trimestre 2024, le coût du risque sur encours sur quatre trimestres glissants<sup>20</sup> atteint 32 points de base et 32 points de base en vision trimestrielle annualisée<sup>21</sup>.

La contribution sous-jacente des **sociétés mises en équivalence** ressort à 47 millions d'euros au deuxième trimestre 2024 en hausse de +20,1% par rapport au deuxième trimestre 2023, s'appuyant notamment sur la forte croissance des sociétés mises en équivalence en gestion d'actifs et du métier du financement personnel et mobilité. Le **résultat net sur autres actifs** sous-jacent s'établit à 27 millions d'euros au deuxième trimestre 2024 intégrant notamment l'externalisation de la plus-value de cession de Unifergie à Crédit Agricole Transition & Energie<sup>22</sup>.

Le **résultat sous-jacent**<sup>23</sup> **avant impôt**, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en hausse de +3,3%, à 2 814 millions d'euros. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à 25,4%, soit une hausse de +2,7 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2023, en lien notamment avec un effet de base au deuxième trimestre 2023 lié à la reprise sur l'amende Echange Image chèque non soumise à l'impôt. La charge d'impôt sous-jacente est de -703 millions d'euros, en hausse de +15,5%. Le **résultat net avant minoritaires** est stable, et s'établit à 2 111 millions d'euros. **Les intérêts minoritaires** s'établissent à -288 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, en hausse de +7,0%. L'évolution des intérêts minoritaires divergeant de celle du résultat net est en lien avec la baisse de valorisation de Banco BPM non soumise aux minoritaires.

Le **bénéfice par action sous-jacent** sur le deuxième trimestre 2024 atteint **0,58 €**, il est en baisse de -0,9% par rapport au deuxième trimestre 2023.

<sup>20</sup> Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

<sup>21</sup> Le coût du risque sur encours (en points de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre.

<sup>22</sup> Crédit Agricole Transition & Energie est comptabilisé en mise en équivalence à partir du deuxième trimestre 2024 suite à la montée des Caisses régionales à la moitié du capital de Crédit Agricole Transition & Energie

<sup>23</sup> Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au S1-2024 et au S1-2023

En m€	S1-24 publié	Eléments spécifiques	S1-24 sous-jacent	S1-23 publié	Eléments spécifiques	S1-23 sous-jacent	Δ S1/S1 publié	Δ S1/S1 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>13 602</b>	<b>51</b>	<b>13 551</b>	<b>12 797</b>	<b>315</b>	<b>12 482</b>	<b>+6,3%</b>	<b>+8,6%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(7 289)	(50)	(7 240)	(6 546)	(18)	(6 528)	+11,4%	+10,9%
FRU	-	-	-	(509)	-	(509)	(100,0%)	(100,0%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>6 312</b>	<b>1</b>	<b>6 311</b>	<b>5 741</b>	<b>296</b>	<b>5 445</b>	<b>+9,9%</b>	<b>+15,9%</b>
Coût du risque de crédit	(824)	(20)	(804)	(908)	(84)	(824)	(9,3%)	(2,5%)
Sociétés mises en équivalence	90	(0)	90	113	(12)	125	(20,7%)	(28,4%)
Gains ou pertes sur autres actifs	9	(20)	29	33	28	5	(72,6%)	x 5,9
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>5 587</b>	<b>(39)</b>	<b>5 626</b>	<b>4 979</b>	<b>227</b>	<b>4 752</b>	<b>+12,2%</b>	<b>+18,4%</b>
Impôt	(1 315)	4	(1 319)	(1 199)	(60)	(1 138)	+9,7%	+15,8%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	6	-	6	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>4 273</b>	<b>(35)</b>	<b>4 308</b>	<b>3 786</b>	<b>167</b>	<b>3 619</b>	<b>+12,9%</b>	<b>+19,0%</b>
Intérêts minoritaires	(542)	10	(551)	(520)	(0)	(519)	+4,2%	+6,2%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>3 731</b>	<b>(25)</b>	<b>3 756</b>	<b>3 266</b>	<b>167</b>	<b>3 100</b>	<b>+14,2%</b>	<b>+21,2%</b>
<b>Bénéfice par action (€)</b>	<b>1,08</b>	<b>(0,01)</b>	<b>1,09</b>	<b>1,00</b>	<b>0,06</b>	<b>0,95</b>	<b>+8,2%</b>	<b>+15,4%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>53,6%</b>		<b>53,4%</b>	<b>51,2%</b>		<b>52,3%</b>	<b>+2,4 pp</b>	<b>+1,1 pp</b>

Sur l'ensemble du premier semestre 2024, le résultat net part du Groupe publié est de 3 731 millions d'euros, contre 3 266 millions d'euros au premier semestre 2023, soit une hausse de +14,2%.

Les éléments spécifiques pour le premier semestre 2024 ont un effet négatif de -25 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du deuxième trimestre de +5 millions d'euros déjà mentionnés *supra*, les éléments du premier trimestre 2023 ont eu un impact négatif de -30 millions d'euros en résultat net part du Groupe, ils sont composés des éléments comptables récurrents suivants : les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*), la partie *spread* émetteur de la FVA, et le *secured lending* pour +4 millions d'euros en résultat net part du Groupe en Grande clientèle, et la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour +1 million d'euros en résultat net part du Groupe. A ces éléments récurrents, s'ajoutent des éléments spécifiques au premier trimestre 2024 : une reprise des provisions épargne logement pour +1 million d'euros en résultat net part du Groupe de LCL, des coûts d'intégration ISB pour -10 millions d'euros en résultat net part du Groupe en Grande clientèle, un complément de dotation de provision pour risque Ukraine pour -20 millions d'euros en résultat net part du Groupe de la Banque de proximité à l'international, les coûts d'acquisition de Degroof Petercam pour -6 millions d'euros en résultat net part du Groupe de la banque privée.

Hors éléments spécifiques, le résultat net part du Groupe sous-jacent ressort à 3 756 millions d'euros, en hausse de +21,2% par rapport au premier semestre 2023.

Le produit net bancaire sous-jacent augmente de +8,6% par rapport au premier semestre 2024, portés par tous les métiers. Les charges d'exploitation sous-jacentes sont en hausse de +2,9% par rapport au premier semestre 2023, en lien avec l'accompagnement du développement des métiers et l'intégration d'effets périmètre, partiellement compensés par la fin de la période de constitution du FRU<sup>24</sup>. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit ainsi à 53,4% sur le semestre, en hausse de 1,1 point de pourcentage par rapport à celui du premier semestre 2023. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint ainsi 6 311 millions d'euros, +15,9% par rapport au premier semestre 2023. Enfin, le coût du risque sous-jacent affiche une diminution de -2,5% sur la période, s'établissant à -804 millions d'euros contre -824 millions d'euros au premier semestre 2023.

<sup>24</sup> La charge de FRU constatée au premier semestre 2023 était de -509 millions d'euros.



Le **bénéfice par action sous-jacent** atteint **1,09 euro par action au premier semestre 2023**, en hausse de **+15,4%** par rapport au premier semestre 2023.

Le **RoTE<sup>25</sup> sous-jacent**, calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé<sup>26</sup> et de charges IFRIC linéarisées sur l'année, net des coupons annualisés d'Additional Tier 1 (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) et net de l'impact de change sur les AT1 remboursés, et retraité de certains éléments volatils comptabilisés en capitaux propres (dont réserves latentes), atteint **15,5% au premier semestre 2024**, en hausse de +0,8 point de pourcentage par rapport au premier semestre 2023.

---

<sup>25</sup> Voir détails du calcul du RoTE (retour sur fonds propres hors incorporels) en Annexes

<sup>26</sup> Le RNPG sous-jacent annualisé correspond à l'annualisation du RNPG sous-jacent (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année

# Analyse de l'activité et des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

## Activité du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Au deuxième trimestre 2024, les encours du pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) s'établissent à 2 763 milliards d'euros, en hausse de +115 milliards d'euros sur le trimestre (soit +4,5%), en raison d'un impact périmètre (+ 77 milliards d'euros) lié à la consolidation de Degroof Pertercam et Alpha Associates, à un bon niveau de collecte nette sur les trois métiers de gestion d'actifs, d'assurance et de gestion de fortune (soit +18 milliards d'euros au total), et à un effet marché favorable (+20 milliards d'euros). Sur un an, les encours gérés sont en hausse de +11,7%.

**L'activité en assurances (Crédit Agricole Assurances)** est très dynamique au deuxième trimestre 2024 avec un chiffre d'affaires global de 10,8 milliards d'euros, en augmentation de +18,9% par rapport au deuxième trimestre 2023, et en hausse dans les trois lignes d'activité épargne/ retraite, dommages, et prévoyance/ emprunteur/ assurances collectives. En cumulé, le chiffre d'affaires global est de 23,1 milliards d'euros, en augmentation de +11,2% par rapport au premier semestre 2023.

**En Epargne/Retraite**, au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires atteint 8,1 milliards d'euros, en hausse de +23,1% par rapport au deuxième trimestre 2023. Elle s'est appuyée sur une reprise de l'activité à l'international, en plus des campagnes de bonus sur versements euros en France, lancées au cours du premier trimestre, qui ont dynamisé la collecte brute Euro. Le taux d'unités de compte est de 32,2% de la collecte brute, en baisse de -13,1 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2023. Cette baisse est à mettre en lien avec la reprise de la collecte brute Euro et des conditions de marché moins favorables aux unités de compte, notamment une attractivité moins forte des unités de compte obligataires. La collecte nette s'améliore fortement pour atteindre +1,5 milliard d'euros ce trimestre, constituée d'une collecte nette positive des contrats en unités de compte (+0,7 milliard d'euros) et également sur le fonds euros (+0,8 milliard d'euros). En cumulé à fin juin, le chiffre d'affaires Epargne/Retraite atteint 16,7 milliards d'euros, en progression de +12,7% par rapport à fin juin 2023.

Les **encours** (épargne, retraite et prévoyance obsèques) atteignent leur plus haut niveau, et s'établissent à 337,9 milliards d'euros, en augmentation sur un an (+11,7 milliards d'euros, soit +3,6%) et sur le semestre (+7,6 milliards d'euros, +2,3% par rapport à fin décembre 2023). Les encours sont portés par un effet marché en plus d'une collecte nette positive. La part des unités de compte dans les encours est de 29,5%, en hausse de +1,6 point de pourcentage sur un an et de +0,6 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2023.

La provision pour participation aux excédents (PPE<sup>27</sup>) s'élève à 9,2 milliards d'euros au 30 juin 2024 et représente 4,2%<sup>27</sup> des encours en euros

**En Assurance dommages**, le chiffre d'affaires s'établit à 1,3 milliard d'euros au deuxième trimestre 2024, en hausse de +6,3%<sup>28</sup> par rapport au deuxième trimestre 2023. Cette croissance s'appuie sur un effet volume et un effet prix. En effet, à fin juin 2024, le portefeuille s'élève à 16,4 millions<sup>29</sup> de contrats, en croissance de +5,2% sur an. En parallèle, la prime moyenne est en hausse, bénéficiant des révisions tarifaires ainsi que de l'évolution du mix produit. Enfin, le ratio combiné à fin juin 2024 s'établit à 94,6%<sup>30</sup>, en amélioration de -1,3 point de pourcentage sur un an, grâce à un effet boni sur exercices antérieurs. En cumulé à fin juin 2024, le chiffre d'affaires est de 3,7 milliards d'euros, en progression de +7,3% par rapport au premier semestre 2023.

<sup>27</sup> Périmètre Vie France

<sup>28</sup> Le chiffre d'affaires Assurance dommages intègre un effet périmètre lié à la première consolidation de CATU (entité de dommages en Pologne) au 2<sup>ème</sup> trimestre 2024, et avec un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2024 : Impact de +0,9% sur l'évolution du chiffre d'affaires Dommages (variation de chiffre d'affaires hors CATU entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2024 de + 5,4%) ; Impact de +2,0% sur l'évolution du portefeuille, soit un impact de 310 000 contrats (la croissance hors CATU entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2024 est de + 3,2%).

<sup>29</sup> Périmètre : dommages France et international

<sup>30</sup> Ratio combiné dommages en France (Pacifica) y compris actualisation et hors désactualisation net de réassurance : (sinistralité + frais généraux + commissions) / cotisations ; le ratio est calculé sur le premier semestre 2024. Le ratio combiné net hors effet d'actualisation du premier semestre 2024 est de 97,3% (-1,3 point de pourcentage sur un an).



En **prévoyance/ emprunteur/ assurances collectives**, le chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2024 s'établit à 1,4 milliard d'euros en hausse de +8,9% par rapport au deuxième trimestre 2023. Le chiffre d'affaires sur l'assurance emprunteur augmente de +8,7% par rapport au deuxième trimestre 2023, grâce au bon niveau d'activité à l'international. La prévoyance est en progression de +9% par rapport au deuxième trimestre 2023 (essentiellement portée par les assurances collectives qui affichent une forte hausse de +35,2%). En cumulé à fin juin, le chiffre d'affaires est de 2,7 milliards d'euros, en progression de +7,5% par rapport au premier semestre 2023.

**La Gestion d'actifs (Amundi)** affiche au premier trimestre 2024 un très bon niveau de collecte.

Les **encours gérés** par Amundi au 30 juin 2024 progressent de +9,9% sur un an et de +1,9% sur un trimestre et s'établissent à 2 156 Md€, un plus haut historique. L'augmentation des encours de +40 milliards d'euros sur le trimestre est liée à un effet marché et change positif de +16,6 milliards d'euros, à l'intégration d'Alpha Associates (+ 8 milliards d'euros) et à une collecte nette positive de +15,5 milliards d'euros.

Cette collecte nette du trimestre est portée par une collecte dynamique en **actifs moyen long terme**<sup>31</sup> (+15 milliards d'euros) tant en gestion active que passive, et ce malgré un contexte d'aversion aux risques. La gestion active continue de bénéficier d'un fort intérêt pour les stratégies obligataires. Cette dynamique est en partie compensée par des sorties saisonnières en **produits de trésorerie**<sup>31</sup>, le deuxième trimestre enregistrant chaque année des rachats liés au paiement des dividendes par les entreprises. Enfin, les **JV** poursuivent leur solide dynamique commerciale, avec une collecte nette de +11,6 milliards d'euros, reflétant une contribution positive dans tous les pays : en Inde en particulier (SBI MF, +9,4 milliards d'euros) et en Corée du Sud, mais également en Chine.

Par segments de clientèle, la collecte **Retail** (+2,2 milliards d'euros au deuxième trimestre 2024) s'appuie sur l'excellente dynamique des distributeurs tiers (+5,4 milliards d'euros), notamment en gestion passive et produits de trésorerie, mais également depuis deux trimestres en gestion active ; la collecte sur les réseaux France et International est en revanche impactée par la concurrence d'autres produits d'épargne à faible profil de risque (épargne réglementée, retour d'une rémunération attrayante pour l'assurance vie traditionnelle en France, nouvelles émissions d'obligations d'Etat en Italie). Le segment des **Institutionnels** enregistre également une collecte très positive en Actifs MLT, notamment en Epargne Salariale grâce aux opérations d'actionnariat salarié ; en mandats assurantiels grâce au retournement du marché en assurance vie sur les contrats en euros ; et surtout auprès des Institutionnels & Souverains avec un nouveau mandat institutionnel en gestion diversifiée. En revanche les produits de trésorerie ont connu une forte décollecte saisonnière.

**En Gestion de fortune**, les encours gérés s'établissent au total (CA Indosuez Wealth Management et Banque privée de LCL) à 269 milliards d'euros à fin juin 2024 et sont en augmentation de +36,6% par rapport à mars 2024 et de +44,6% par rapport à juin 2023. Pour Indosuez Wealth Management, les encours à fin juin sont de 204,9<sup>32</sup> milliards d'euros, en augmentation par rapport à fin mars 2024 (+71,8 milliards d'euros, soit +53,9%) en raison d'un effet marché favorable de +1,3 milliard d'euros, d'une collecte nette positive de +1,2 milliard d'euros, et d'un effet périmètre de +69,2 milliards d'euros compte tenu de l'intégration ce trimestre de Degroof Petercam. Pour la Banque Privée de LCL, les encours à fin juin sont de 63,8 milliards d'euros, en augmentation par rapport à fin mars 2024 (+0,3 milliard d'euros, soit +0,4%).

## Résultats du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Au deuxième trimestre 2024 le pôle GEA réalise un **produit net bancaire** de 1 944 millions d'euros, en hausse de +12,2% par rapport au deuxième trimestre 2023. La hausse est expliquée par la bonne performance sur les trois métiers, gestion d'actifs, assurances et gestion de fortune. Les **charges** augmentent de +13,7% et s'établissent à -813 millions d'euros. Ainsi, le **coefficient d'exploitation** s'élève à 41,8%, en hausse de +0,6 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2023. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 1 131 millions d'euros, +11,2% par

<sup>31</sup> Hors JV

<sup>32</sup> Ce chiffre est retraité des actifs en conservation pour clients institutionnels

rapport au deuxième trimestre 2023. L'impôt s'établit à 283 millions d'euros, et est en hausse de +14,8%. Le **résultat net part du Groupe** du pôle GEA s'établit à 736 millions d'euros, en hausse de +8,9% par rapport au deuxième trimestre 2023.

Au premier semestre 2024, le pôle GEA réalise un **produit net bancaire** de 3 733 millions d'euros, en hausse de +7,3% par rapport au premier semestre 2023. La hausse est expliquée par un très haut niveau de revenus sur les trois métiers, en Assurances, en Gestion d'actifs et en Gestion de fortune. Les charges hors FRU augmentent de +9,6%. Ainsi le coefficient d'exploitation hors FRU s'élève à 42,0 %, en augmentation de +0,9 point de pourcentage par rapport au premier semestre 2023. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 2 166 millions d'euros, en hausse de +6,1% par rapport au premier semestre 2023. L'impôt s'établit à 502 millions d'euros, et est en hausse de +5,0%. Le **résultat net part du Groupe** du pôle GEA s'établit à 1 453 millions d'euros, en hausse de +5,7% par rapport au premier semestre 2023. Le résultat net part du Groupe est en hausse entre le premier semestre 2023 et le premier semestre 2024 sur la gestion d'actifs (+7,1%) et les métiers d'assurances (+9,0), et en baisse sur la gestion de fortune (-38,8%).

Au premier semestre 2024, le pôle GEA contribue à hauteur de 36% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) et à hauteur de 27% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 30 juin 2024, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 12,8 milliards d'euros dont 10,7 milliards d'euros sur les Assurances, 1,3 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs et 0,9 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 55,5 milliards d'euros dont 32,6 milliards d'euros sur les Assurances, 13,8 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 9,1 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) **sous-jacent** du pôle s'établit quant à lui à 26,9% sur le premier semestre 2024.

## Résultats Assurances

Au deuxième trimestre 2024, le **produit net bancaire** des assurances atteint 774 millions d'euros, en hausse de +15,8% par rapport au deuxième trimestre 2023. Il se compose notamment de 476 millions d'euros sur l'épargne retraite<sup>33</sup>, 115 millions d'euros sur la protection des personnes<sup>34</sup> et 75 millions d'euros sur le dommage<sup>35</sup>. La hausse du produit net bancaire est liée à la croissance des encours et la bonne dynamique d'activité, ainsi qu'à des écarts d'expérience positifs.

La **CSM** (*Contractual service margin*) s'établit à 23,7 milliards d'euros, en légère baisse depuis le 31 décembre 2023 (-0,8%), en raison d'un impact défavorable de la réévaluation du stock (effet marché). L'impact des affaires nouvelles du semestre est supérieur à l'allocation de CSM, et le facteur d'allocation de CSM sur stock, annualisé, s'établit à 8,7% au premier semestre 2024.

Les charges non attribuables du trimestre s'établissent à 88 millions d'euros, en hausse de +17,7% par rapport au deuxième trimestre 2023, en raison du caractère non attribuable du fonds de garantie assureurs italien mis en place au 1<sup>er</sup> janvier 2024 et de la consolidation de CATU (Pologne) au 30 juin 2024. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 686 millions d'euros, en augmentation de +15,6% par rapport au deuxième trimestre 2023. Le **résultat net part du Groupe** s'établit à 495 millions d'euros, en hausse de +14,5% par rapport au deuxième trimestre 2023.

Le produit net bancaire de l'assurance au **premier semestre 2024** atteint 1 496 millions d'euros, en hausse de +8,4% par rapport au premier semestre 2023. Le résultat brut d'exploitation est de 1 317 millions d'euros (+7,7% par rapport au premier semestre 2023). Les charges non attribuables s'établissent à 179 millions d'euros, en hausse de +14,6%. Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 12,0%, en deçà du plafond cible fixé par le Plan Moyen Terme de 15%. Le résultat net part du groupe atteint 989 millions d'euros, en augmentation de +9,0% par rapport à celui du premier semestre 2023.

<sup>33</sup> Montant de l'allocation de Contractual Service Margin (CSM) et de Risk Adjustment (RA) y compris assurances obsèques

<sup>34</sup> Montant d'allocation de CSM et de RA

<sup>35</sup> Net du coût de la réassurance, hors résultat financier

Au 30 juin 2024, Crédit Agricole Assurances affiche de nouveau sa solidité avec un ratio prudentiel Solvabilité II à 200%.

Les Assurances contribuent à hauteur de 24 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin juin 2024 et de 11 % à leurs revenus sous-jacents.

## Résultats Gestion d'actifs

Au deuxième trimestre 2024, le **produit net bancaire** atteint 864 millions d'euros (+7,5% par rapport au deuxième trimestre 2023). La hausse des commissions de gestion de +6,7% par rapport au deuxième trimestre 2023 reflète le bon niveau d'activité et la progression des encours moyens sous gestion hors JV (qui augmentent de +8,1% sur la même période). Les commissions de surperformance sont quasi-stables par rapport au deuxième trimestre 2023 ; elles progressent par rapport au premier trimestre 2024 du fait du niveau plus élevé de cristallisation au deuxième trimestre. Les revenus d'Amundi Technology progressent de +10,1% par rapport au deuxième trimestre 2023. Les revenus financiers sont en hausse grâce à l'effet positif de la hausse des taux courts. Les **charges** d'exploitation s'élèvent à -471 millions d'euros, en hausse de +7,1% en lien avec l'accélération des investissements et l'impact de la croissance des revenus sur les rémunérations variables. L'effet ciseaux est positif sur le trimestre. Le **coefficient d'exploitation** s'établit ainsi à 54,5%, en légère amélioration sur un an (-0,2 point de pourcentage). Le **résultat brut d'exploitation** augmente de +8,0% par rapport au deuxième trimestre 2023. La contribution des sociétés mises en équivalence, reprenant la contribution des *joint-ventures* asiatiques d'Amundi, s'établit à 33 millions d'euros, en hausse de +19,9% par rapport au deuxième trimestre 2023 s'appuyant notamment sur la forte croissance de la contribution de SBI MF en Inde. La charge d'impôt s'élève à -95 millions d'euros, en hausse de +5,1%. Au final, le **résultat net part du Groupe** s'établit à 218 millions d'euros, en hausse de +8,4% par rapport au deuxième trimestre 2023.

Sur le **premier semestre 2024**, le produit net bancaire augmente de +5,8% en gestion d'actifs, reflet de la croissance soutenue des commissions de gestion et de la forte hausse des revenus d'Amundi Technology (35 M€, +21,7%) et des produits financiers. Les commissions de surperformance sont en revanche en baisse. La croissance des commissions nettes de gestion est légèrement en-deçà de celle des encours moyens hors JV, reflet d'une légère érosion des marges qui s'explique par l'évolution défavorable du mix produits, dans un contexte d'aversion au risque de la part des clients. Les charges d'exploitation hors FRU augmentent de +5,7%. Le coefficient d'exploitation hors FRU est de 55,1%, stable par rapport au premier semestre 2023. Ainsi, le résultat brut d'exploitation augmente de +6,3% par rapport au premier semestre 2023. Le résultat des sociétés mises en équivalence augmente de +24,6%. Au final, le résultat net part du Groupe du semestre s'établit à 415 millions d'euros en hausse de +7,1%.

La Gestion d'actifs contribue à hauteur de 10% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin juin 2024 et 12 % de leurs revenus sous-jacents.

Au 30 juin 2024, les fonds propres alloués à la Gestion d'actifs s'élèvent à 1,3 milliard d'euros ; les emplois pondérés sont de 13,8 milliards d'euros.

## Résultats Gestion de fortune<sup>36</sup>

Concernant la finalisation de l'acquisition Degroof Petercam, la prise de participation majoritaire à hauteur de 65% a été finalisée le 3 juin 2024. Les données financières présentées ci-après intègrent donc 1 mois de résultat de Degroof Petercam<sup>37</sup>. Compte tenu du succès de l'OPA, la part d'Indosuez dans Degroof Petercam est passée à 78,7% à compter du 26 juillet 2024.

Le **produit net bancaire** de la gestion de fortune s'établit à 307 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, en hausse de +17,3% par rapport au deuxième trimestre 2023<sup>37</sup>. Les revenus bénéficient de l'impact de l'intégration de Degroof Petercam en juin 2024 ; hors cet effet, ils sont soutenus par la bonne tenue des commissions de gestion et des commissions transactionnelles qui compense l'érosion des revenus d'intérêt. Les **charges** atteignent -255

<sup>36</sup> Périmètre Indosuez Wealth Management

<sup>37</sup> Données Degroof Petercam du mois de juin intégrées aux résultats du métier Gestion de Fortune : PNB de 49 millions d'euros et Charges de -35 millions d'euros.

millions d'euros, en hausse de +26,6% par rapport au deuxième trimestre 2023, en raison de de l'impact de l'intégration de Degroof Petercam en juin 2024<sup>37</sup>, des coûts d'intégration de -5 millions d'euros au 2<sup>ème</sup> trimestre, et d'un effet base 2023 sur les taxes et l'immobilier<sup>38</sup>. Retraitée de ces impacts, l'évolution des charges est maîtrisée, en augmentation de +1,3% par rapport au deuxième trimestre 2023. Le **coefficient d'exploitation** s'établit par conséquent à 83,1% au deuxième trimestre 2024, en hausse de +6,1 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2023. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 52 millions d'euros, en baisse de -13,6% par rapport au deuxième trimestre 2023. Le résultat net sur autres actifs s'établit à -12 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, correspondant à des frais d'acquisition Degroof Petercam, retraités en éléments spécifiques. Le **résultat net part du Groupe** atteint 24 millions d'euros, en baisse de -44,9% par rapport au deuxième trimestre 2023, mais il augmente de +5,8% après retraitement des frais d'intégration et des coûts d'acquisition sur Degroof Petercam, et d'effets de base 2023 sur les taxes et l'immobilier<sup>38</sup>.

Sur le premier semestre 2024, le produit net bancaire du métier gestion de fortune est en augmentation de +9,2% par rapport au premier semestre 2023, bénéficiant notamment de l'intégration de Degroof Petercam en juin 2024, pour atteindre 570 millions d'euros. Les charges hors FRU sont en augmentation de +16,1% en raison de l'impact de l'intégration de Degroof Petercam en juin 2024<sup>37</sup>, des coûts d'intégration, et d'un effet base 2023 sur les taxes et l'immobilier<sup>38</sup>. Retraitée de ces impacts, l'évolution des charges est maîtrisée, en augmentation de +3,1% par rapport au premier semestre 2023. Le résultat brut d'exploitation baisse ainsi de -12,0% pour s'établir à 102 millions d'euros. Le résultat net sur autres actifs s'établit à -20 millions d'euros au premier semestre 2024, correspondant à des frais d'acquisition Degroof Petercam, retraités en éléments spécifiques. Le résultat net part du Groupe s'établit à 49 millions d'euros sur le semestre, et baisse de -38,8% par rapport au premier semestre 2023, et de -3,8% après retraitements des coûts d'intégration, des coûts d'acquisition et d'effets de base 2023<sup>38</sup>.

La Gestion de fortune contribue à hauteur de 2% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin juin 2024 et 4 % de leurs revenus sous-jacents.

Au 30 juin 2024, les fonds propres alloués à la Gestion de fortune s'élèvent à 0,9 milliard d'euros; les emplois pondérés sont de 9,1 milliards d'euros.

## Activité du pôle Grandes clientèles

L'ensemble de la **Banque de Financement et d'Investissement (BFI)** affiche encore une fois une très bonne performance sur le deuxième trimestre 2024 (meilleur deuxième trimestre et meilleur semestre en termes de revenus). Les **Services financiers aux institutionnels** ont également connu une activité dynamique sur la période.

Au deuxième trimestre, les revenus sous-jacents de la BFI sont en forte hausse à 1 664 millions d'euros, soit +7,3% par rapport au deuxième trimestre 2023, portée par la croissance de ses deux métiers. Les revenus de la Banque de Financement sont en hausse de +5,2% par rapport au deuxième trimestre 2023 à 817 millions d'euros. Ceci s'explique notamment par l'excellente performance de la Banque Commerciale (+12,6% par rapport au deuxième trimestre 2023) portée par les activités d'*International Trade & Transaction Banking* et par le développement des activités d'origination Corporate et de Télécoms. L'activité de Banque de Marché et d'Investissement affiche également une progression de ses revenus de +9,4% par rapport au deuxième trimestre 2023, à 847 millions d'euros, soutenue par le maintien d'un haut niveau de performance de la Banque de Marché (+1,7% par rapport au deuxième trimestre 2023) et le bon niveau d'activité de la Banque d'Investissement, notamment sur les Structurés Actions et la reprise des activités de M&A sur le trimestre.

La Banque de Financement confirme ainsi son positionnement de leader sur les crédits syndiqués (#2 en France<sup>39</sup> et #2 en EMEA<sup>39,39</sup>). CACIB réaffirme sa bonne **position** sur les émissions obligataires (#3 All bonds in EUR Worldwide<sup>39,39</sup>) et affiche la position de #2 sur les Green, Social & Sustainable bonds en EUR<sup>40</sup>. La VaR réglementaire moyenne s'établit à 10,1 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2024 en baisse par rapport au premier trimestre

<sup>38</sup> Effet de base sur taxes et immobilier de 10,5 millions d'euros en charges au deuxième trimestre 2023 ; l'impact en RNPG est de 8,4 millions d'euros.

<sup>39</sup> Refinitiv

<sup>40</sup> Bloomberg



2024 à 11,5 millions d'euros, en lien avec l'évolution des positions et celle des marchés financiers. Elle demeure à un niveau reflétant la gestion prudente des risques.

Par ailleurs, le deuxième trimestre 2024 est marquée par la poursuite de l'intégration de RBC Investor Services, devenu CACEIS Investor Services Bank (ISB), avec la fusion effective des entités légales avec celles de CACEIS, intervenue le 31 mai 2024 et le début des migrations de portefeuilles de clients. Pour rappel, des coûts d'intégration d'ISB seront comptabilisés durant l'année pour un montant d'environ 80 à 100 millions d'euros, dont 25 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, soit 45 millions d'euros comptabilisés sur le premier semestre 2024 (20 millions d'euros ayant été comptabilisés au premier trimestre).

Au deuxième trimestre 2024, l'intégration d'ISB et le dynamisme de l'activité client soutiennent la croissance des encours sur l'année, avec toutefois sur le trimestre un ralentissement dû à des effets marchés négatifs. Les **encours conservés** affichent ainsi une baisse de -1,0% à fin juin 2024 par rapport à fin mars 2024 et une hausse de +16,2% par rapport à fin juin 2023, pour atteindre 4 966 milliards d'euros. Les **encours administrés** sont quant à eux en légère hausse de +0,3% sur le trimestre et de +50,4% sur un an, atteignant 3 426 milliards d'euros à fin juin 2024.

## Résultats pôle Grandes clientèles

Au **deuxième trimestre 2024**, le **produit net bancaire** publié du pôle Grandes clientèles atteint encore une fois un haut niveau à 2 223 millions d'euros, en hausse de +16,7% par rapport au deuxième trimestre 2023, soutenu par une excellente performance, aussi bien des métiers de la Banque de Financement et d'Investissement que des services financiers aux institutionnels. Les éléments spécifiques du trimestre du pôle ont un impact de +42,1 millions d'euros dans la Banque de Financement et se composent du DVA (la partie *spread* émetteur de la FVA, et le *secured lending*) pour +37 millions d'euros, ainsi que de la couverture des portefeuilles de prêts pour +5 millions d'euros. Les **charges d'exploitation** sont en hausse par rapport au deuxième trimestre 2023 (+16,0%), expliquée d'une part par les rémunérations variables et les investissements IT accompagnant le développement, et d'autre part par l'effet périmètre ISB pour -104 millions d'euros. A noter également la comptabilisation des coûts d'intégration ISB pour -25 millions d'euros, retraités en éléments spécifiques. Ainsi le **résultat brut d'exploitation** du pôle est en forte croissance de +17,2% par rapport au deuxième trimestre 2023 à 1 019 millions d'euros. Le pôle enregistre une dotation nette globale du coût du risque de -39 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, à comparer à une dotation de -32 millions d'euros au deuxième trimestre 2023. Le résultat avant impôts publié s'élève à 993 millions d'euros, en forte croissance (+17,6%) sur la période. La charge d'impôt s'élève à -248 millions d'euros. Enfin, le **résultat net part du Groupe** publié atteint 694 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, à comparer avec un résultat publié de 622 millions d'euros au deuxième trimestre 2023. Le RNPG sous-jacent s'élève à 677 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, contre 633 millions d'euros au deuxième trimestre 2023.

Au **premier semestre 2024**, le **produit net bancaire** publié du pôle Grandes Clientèles s'établit au plus haut niveau historique à 4 489 millions d'euros, soit +13,5% d'euros par rapport au premier semestre 2023. Les **charges d'exploitation hors FRU** augmentent de +15,9% par rapport au premier semestre 2023 à 2 501 millions d'euros, essentiellement liés aux frais de personnel et aux investissements IT et incluant les coûts d'intégration d'ISB pour 45 millions d'euros. Ainsi le résultat brut d'exploitation du premier semestre 2024 s'élève à 1 988 millions d'euros, en hausse de +33,8% par rapport du premier semestre 2023. Le **coût du risque** termine le premier semestre 2024 en dotation nette de -5 millions d'euros par rapport à une dotation de -68 millions d'euros au premier semestre 2023. Ainsi, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** publié s'établit à 1 416 millions d'euros, en forte hausse de +41,8% par rapport au premier semestre 2023. Le RNPG sous-jacent s'élève à 1 404 millions d'euros au premier semestre 2024, contre 1 033 millions d'euros au premier semestre 2023.

Le pôle contribue à hauteur de 34% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin juin 2024 et de 32% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 30 juin 2024, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 13,6 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 142,9 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 20,7% à fin juin 2024.

## Résultats Banque de financement et d'investissement

Au **deuxième trimestre 2024** le **produit net bancaire publié** de la Banque de Financement et d'Investissement affiche une performance record à 1 706 millions d'euros en hausse de +11,2% par rapport au deuxième trimestre 2023, porté par de bons résultats dans tous ses métiers et comparé à une performance au deuxième trimestre 2023 particulièrement élevée. Les éléments spécifiques du trimestre de la Banque de Financement et d'Investissement ont un impact de +42,1 millions d'euros et se composent du DVA (la partie spread émetteur de la FVA, et le secured lending) pour +37 millions d'euros, ainsi que de la couverture des portefeuilles de prêts pour +5 millions d'euros. Les **charges d'exploitation** enregistrent une hausse de +3,9% pour s'établir à -839 millions d'euros, expliquée principalement par les rémunérations variables et les investissements IT. Le **résultat brut d'exploitation** augmente fortement de +19,3% par rapport au deuxième trimestre 2023 et s'établit ainsi à un haut niveau à 867 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation atteint 49,2%, en nette amélioration de -3,4 points de pourcentage sur la période. Le **coût du risque** enregistre une dotation nette de -30 millions d'euros, stable par rapport au deuxième trimestre 2023. Enfin, le **résultat avant impôt** du deuxième trimestre 2024 s'élève à 841 millions d'euros, à comparer à 697 millions d'euros au deuxième trimestre 2023. La charge d'impôt atteint -209 millions d'euros. Finalement, le **résultat net part du Groupe** publié enregistre une forte croissance de +12,9% pour s'établir à 618 millions d'euros au deuxième trimestre 2024.

Au **premier semestre 2024**, le **produit net bancaire publié** progresse de +7,4% par rapport au premier semestre 2023 pour s'établir à 3 464 millions d'euros, **soit le plus haut niveau historique semestriel**. Les éléments spécifiques du semestre ont un impact de +49,4 millions d'euros et se composent du DVA (la partie spread émetteur de la FVA, et le secured lending) pour +42 millions d'euros, ainsi que de la couverture des portefeuilles de prêts pour +7 millions d'euros. Les **charges hors FRU** augmentent de +4,2%, principalement sur les rémunérations variables et les investissements IT pour accompagner le développement des métiers. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** à 1 703 millions d'euros est en nette hausse (+34,7% par rapport au premier semestre 2023). Le **coût du risque** enregistre une reprise nette de +7 millions d'euros sur le premier semestre 2024, contre une dotation de -65 millions d'euros au premier semestre 2023. La charge d'impôt s'élève à -414 millions d'euros, en hausse de +38,9% en lien avec la croissance de l'activité. Au final, le **résultat net part du Groupe** publié s'établit à 1 269 millions d'euros sur le premier semestre 2024, progressant de +44,3% sur la période. Le RNPG sous-jacent s'élève à 1 233 millions d'euros au premier semestre 2024, contre 914 millions d'euros au premier semestre 2023.

Les **emplois pondérés à fin juin 2024** sont en hausse de +4,8 milliards d'euros par rapport à fin mars 2024 à 131,3 milliards d'euros. Cette variation s'explique principalement par la croissance organique des métiers.

## Résultats Services financiers aux institutionnels

Au deuxième trimestre 2024, le **produit net bancaire** des Services financiers aux institutionnels enregistre une nette hausse de +39,5% par rapport au deuxième trimestre 2023 et s'établit à 517 millions d'euros, dont un effet périmètre de 107 millions d'euros en lien avec la consolidation d'ISB. Cette progression est notamment tirée par la bonne performance des commissions bénéficiant de la hausse des encours. Les **charges d'exploitation** sont en hausse de +58,2% (hors FRU) à -365 millions d'euros, dont l'effet périmètre de la consolidation d'ISB pour -104 millions d'euros et les coûts d'intégration d'ISB de -25 millions d'euros retraités en éléments spécifiques (contre 6,3 millions d'euros de coûts d'intégration au deuxième trimestre 2023). Hors cet effet périmètre et les coûts d'intégration, la hausse des charges se porte à +5,6% par rapport au deuxième trimestre 2023. Le **résultat brut d'exploitation** affiche ainsi une forte progression et s'établit à 152 millions d'euros (+6,8%) au deuxième trimestre 2024. Ainsi, le **coefficient d'exploitation** s'élève à 70,6%, en hausse de +8,4 points de pourcentage (hors FRU). **Hors coûts d'intégration ISB**, il s'élève à 65,9%, en hausse de 5,3 points par rapport au deuxième trimestre 2023 (hors FRU). Le trimestre enregistre également 8 millions d'euros en résultat sur les sociétés mises en équivalence. Le **résultat net** atteint ainsi 113 millions d'euros, il augmente de +3,3% par rapport au deuxième trimestre 2023. Après partage avec les minoritaires pour 36 millions d'euros, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** s'élève à 77 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, en hausse de +2,5% sur un an.

Le **produit net bancaire publié du premier semestre 2024** est en hausse de +40,3% par rapport au premier semestre 2023, porté par l'intégration d'ISB, la bonne dynamique commerciale et une marge d'intérêt en évolution favorable sur la période. Les charges **hors FRU** sont en hausse de +58,1% et intègrent un effet périmètre de 207 millions d'euros sur le premier semestre 2024 et 45 millions de coûts d'intégrations au titre de l'acquisition des activités de ISB (contre -9,5 millions d'euros de frais d'intégration au premier semestre 2023). Le **résultat brut d'exploitation** est en très forte hausse de +29% par rapport au premier semestre 2023. Le **coefficient d'exploitation, hors coûts d'intégration ISB**, s'élève à 67,8%, en hausse de 5,1 points par rapport au deuxième trimestre 2023 (hors FRU). Le **résultat net** est ainsi en hausse de +24,7%. Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** au premier semestre 2024 s'établit à 148 millions d'euros, en progression de +24,0% par rapport au 30 juin 2023.

## Activité Services financiers spécialisés

La **production commerciale** de **Crédit Agricole Personal Finance & Mobility (CAPFM)** atteint 12 milliards d'euros au deuxième trimestre 2024, en recul de -11,0% par rapport au deuxième trimestre 2023, impactée par la baisse chez GAC Sofinco en Chine, mais en hausse de +2,8% par rapport au premier trimestre 2024. La part des financements automobile<sup>41</sup> dans la production trimestrielle s'élève à 50,6% ce trimestre. Le taux client moyen à la production est stable par rapport au premier trimestre 2024. Les **encours gérés** de CAPFM s'établissent ainsi à 115,8 milliards d'euros à fin juin 2024 en hausse de +8,2% par rapport à fin juin 2023, portés par tous les périmètres (Automobile +13,9%<sup>42</sup>, LCL et Caisses Régionales +5,1% ; Autres entités +4,5%). Enfin, les **encours consolidés** s'élèvent à 68,6 milliards d'euros à fin juin 2024, en hausse de +6,2% par rapport au deuxième trimestre 2023.

La **production commerciale** de **Crédit Agricole Leasing & Factoring (CAL&F)** progresse de +38,6% par rapport au deuxième trimestre 2023, portée par le **crédit-bail immobilier** et le financement des énergies renouvelables en France. La dynamique favorable sur le **crédit-bail mobilier** se poursuit, notamment en Pologne. Les **encours de crédit-bail** sont en hausse de +8,5% sur un an, à la fois en France (+7,2%) et à l'international (+13,9%) et atteignent 19,8 milliards d'euros à fin juin 2024 (dont 15,7 milliards d'euros en France et 4,1 milliards d'euros à l'international). La **production commerciale en affacturage** est en baisse de -21,4% par rapport au deuxième trimestre 2023, dans un marché en repli<sup>43</sup>. Les **encours d'affacturage** à fin juin 2024

<sup>41</sup> CA Auto Bank, JV automobiles et activités auto des autres entités

<sup>42</sup> CA Auto Bank et JV automobiles

<sup>43</sup> Activité des factors -2,6% T2/T2 – Source : Association Française des Sociétés Financières, activité des établissements spécialisés



sont en hausse de +7,8% par rapport à fin juin 2023, grâce à la hausse du chiffre d'affaires factoré (+5,3% T2/T2) qui s'élève à 32,2 milliards d'euros.

## Résultat services financiers spécialisés

Le **produit net bancaire** du pôle Services financiers spécialisés s'élève à 889 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, en baisse de -23,5% par rapport au deuxième trimestre 2023, et en hausse de +3,1% hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023 en lien avec la réorganisation des activités Mobilité, bénéficiant notamment d'effets volume, change, et périmètre<sup>45</sup> favorables. Les **charges** s'élèvent à -443 millions d'euros, en hausse de +3,1% par rapport au deuxième trimestre 2023, et en hausse de +5,2% hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023 et hors effet périmètre<sup>45</sup>. Le **coefficient d'exploitation**<sup>46</sup> s'établit à 49,8%, soit +2,1 points de pourcentage par rapport à la même période en 2023. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 447 millions d'euros, en baisse de -39,2% par rapport au deuxième trimestre 2023, et en baisse de -1.7% hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023. Le **coût du risque** s'élève à -211 millions d'euros, en baisse de -30,8% par rapport au deuxième trimestre 2024, et il est en baisse de -4,2% hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023. Le **résultat net part du groupe** du pôle atteint 187 millions d'euros, en baisse de -38,4% par rapport à la même période en 2023, et en hausse de +14% hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023.

Au **premier semestre 2024**, le **produit net bancaire** du pôle Services financiers spécialisés diminue de -5,4%, et il augmentent de +13,1% hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023, comparé au premier semestre 2023, porté une bonne performance de CAL&F (+8,6% comparé au premier semestre 2023) et des revenus en hausse pour CAPFM hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023 (+14,5% par rapport au premier semestre 2023) bénéficiant des effets périmètre<sup>49</sup> liés au pivot stratégique autour de la Mobilité à partir du deuxième trimestre 2023 avec la consolidation à 100% de Crédit Agricole Auto Bank et la consolidation des activités d'ALD et LeasePlan dans six pays Européens ainsi que la prise de participation majoritaire au capital d'Hiflow au T3-23. Les **charges hors FRU** augmentent de +12,0% comparé au premier semestre 2023. Les charges hors FRU et hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023 sont en hausse de +14,7%, intégrant l'impact des effets périmètre<sup>49</sup>, et hors effets périmètre<sup>49</sup> elles sont en hausse de +4,2%. Le **coefficient d'exploitation**<sup>46</sup> s'élève à 51,7%, soit +8,0 points de pourcentage par rapport à la même période en 2023, retraitée de l'effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023 la variation est de +0,7 point de pourcentage. Le **coût du risque** diminue de -7,2% par rapport au premier semestre 2023, à -429 millions d'euros, et augmente de +13,5% hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023, cette hausse intègre notamment l'impact des effets périmètre<sup>49</sup>. La contribution des **sociétés mises en équivalence** est en baisse de -30,1% par rapport à la même période en 2023, et en baisse de -38,7% hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023, en lien avec les effets périmètres<sup>49</sup> de Crédit Agricole Auto Bank consolidée en intégration globale au deuxième trimestre 2023 alors qu'elle était comptabilisée en Mise en Équivalence auparavant. Le **résultat net part du Groupe** s'établit ainsi à 330 millions d'euros, en baisse de -23,5% par rapport au premier semestre 2023, et hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023, le résultat net part du Groupe est en hausse de +13,2% par rapport à la même période l'année dernière.

Le pôle contribue à hauteur de 8% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) au premier semestre 2024 et de 12% aux revenus sous-jacents hors AHM. Au 30 juin 2024, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 6,8 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 71,6 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 9,1% au premier semestre 2024.

<sup>44</sup> Effet de base lié à la réorganisation des activités mobilité au T2-23 : +299 m€ en PNB, -18 m€ en charges, -85 m€ en coût du risque, -12 m€ en MEQ, +28 m€ en RNAA soit +140 m€ en RNPG

<sup>45</sup> Effet périmètre T2/T2 lié à la consolidation des activités d'ALD et LeasePlan dans six pays Européens et à la prise de participation majoritaire au capital d'Hiflow au T3-23 : +24 m€ en revenus et -10 m€ en charges

<sup>46</sup> Coefficient d'exploitation sous-jacent

## Résultats Financement Personnel et Mobilité

Le **produit net bancaire** de CAPFM atteint 695 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, -29,1% par rapport au deuxième trimestre 2023, et +2,0% hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023, porté par des effets périmètre<sup>45</sup> et volume (hausse des encours) favorables, tandis que le taux de marge à la production est quasi stable par rapport au premier trimestre 2024. Les **charges** s'établissent à -343 millions d'euros, en hausse de +2,4% par rapport à la même période en 2023. Les charges hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023, et hors effet périmètre<sup>45</sup>, sont en hausse de +5,2% par rapport au deuxième trimestre 2023. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 352 millions d'euros, en baisse de -45,7%, et en baisse de -4,2% hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023. Le **coefficient d'exploitation**<sup>46</sup> s'élève à 49,3%, soit +2,9 points de pourcentage par rapport à la même période en 2023. Le **coût du risque** diminue de -33,2% à -191 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2023, et diminue de -5,0% hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023. Le **coût du risque sur encours** s'établit ainsi à 114 points de base<sup>47</sup>, en baisse de -20 points de base par rapport au deuxième trimestre 2023. Le taux de créances douteuses atteint 4,3% à fin juin 2024, en augmentation de +0,2 point de pourcentage par rapport à fin mars 2024, et le taux de couverture atteint 75,8%, en diminution de -2,9 points de pourcentage par rapport à fin mars 2024. La contribution des **sociétés mises en équivalence** est en forte hausse (x2,2) par rapport à la même période en 2023, et en hausse de +19,3% hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023. Ainsi, le **résultat net part du Groupe** atteint 132 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, soit -49,7% par rapport à la même période l'année dernière, et hors effet de base<sup>44</sup> du deuxième trimestre 2023 le résultat net part du Groupe est en hausse de +7,8% par rapport à la même période l'année dernière.

**Au premier semestre 2024**, Le **produit net bancaire** de CAPFM atteint 1 365 millions d'euros -8,5% par rapport au premier semestre 2023, et +14,5% hors effet de base<sup>48</sup> du deuxième trimestre 2023, bénéficiant des effets périmètre<sup>49</sup> liés au pivot stratégique autour de la Mobilité à partir du deuxième trimestre 2023 avec la consolidation à 100% de Crédit Agricole Auto Bank et la consolidation des activités d'ALD et LeasePlan dans six pays Européens ainsi que la prise de participation majoritaire au capital d'Hiflow au T3-23. Les **charges hors FRU** s'établissent à -698 millions d'euros, en hausse de +14,0% par rapport au premier semestre 2023. Les charges hors FRU et hors effet de base<sup>48</sup> du deuxième trimestre 2023 sont en hausse de +17,5% par rapport au premier semestre 2023, intégrant l'impact des effets périmètre<sup>49</sup>, et hors effet périmètre<sup>49</sup> elles sont en hausse de +3,7%. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 667 millions d'euros, en baisse de -23,0%, et en hausse de +14,0% hors effet de base<sup>48</sup> du deuxième trimestre 2023. Le **coefficient d'exploitation**<sup>50</sup> s'élève à 51,1%, soit +10,1 points de pourcentage par rapport à la même période en 2023, retraitée de l'effet de base du deuxième trimestre 2023 la variation est de +1,3 point de pourcentage. Le **coût du risque** diminue de -9,7% par rapport au premier semestre 2023, à -390 millions d'euros, et augmente de +12,3% hors effet de base<sup>48</sup> du deuxième trimestre 2023, cette hausse intègre notamment l'impact des effets périmètre<sup>49</sup>. La contribution des **sociétés mises en équivalence** est en baisse de -28,4% par rapport à la même période en 2023, et en baisse de -37,1% hors effet de base<sup>48</sup> du deuxième trimestre 2023, en lien avec les effets périmètres de Crédit Agricole Auto Bank consolidée en intégration globale au deuxième trimestre 2023 alors qu'elle était comptabilisée en Mise en Équivalence auparavant. Ainsi, le **résultat net part du Groupe** atteint 231 millions d'euros au premier semestre 2024, soit -35,6% par rapport à la même période l'année dernière, et hors effet de base<sup>48</sup> du deuxième trimestre 2023 le résultat net part du Groupe est en hausse de +5,4% par rapport à la même période l'année dernière.

## Résultats Leasing & Affacturage

Le **produit net bancaire** de CAL&F atteint 194 millions d'euros, en hausse de +7,7% par rapport au deuxième trimestre 2023. Cette hausse est tirée par l'ensemble des métiers, bénéficiant d'effets volume (hausse du chiffre

<sup>47</sup> Coût du risque des quatre derniers trimestres rapporté à la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

<sup>48</sup> Effet de base lié à la réorganisation des activités mobilité au T2-23 : +299 m€ en PNB, -18 m€ en charges, -85 m€ en coût du risque, -12 m€ en MEQ, +28 m€ en RNAA soit +140 m€ en RNPG

<sup>49</sup> Effets périmètres S1/S1 liés à la consolidation de CAAB au T2-23, à la consolidation des activités d'ALD et LeasePlan dans six pays Européens et à la prise de participation majoritaire au capital d'Hiflow au T3-23 : +209 m€ en revenus, -82 m€ en charges et -36 m€ en coût du risque

<sup>50</sup> Coefficient d'exploitation sous-jacent

d'affaires factoré et des encours de crédit-bail mobilier), et change favorables (en Pologne). L'évolution des marges est bien orientée. Les **charges** sont en hausse maîtrisée de +6,1%, et le **coefficient d'exploitation** s'établit à 51,4%, en amélioration de -0,8 points de pourcentage<sup>50</sup> par rapport au deuxième trimestre 2023. Le **résultat brut d'exploitation** atteint 94 millions d'euros, en hausse de +9,6%, avec un effet ciseaux positif de +1,6 point de pourcentage. Le **coût du risque** s'élève à -20 millions d'euros, en hausse de +4,6% par rapport à la même période en 2023. Le **coût du risque sur encours** s'élève à 21 points de base<sup>47</sup>, stable par rapport au deuxième trimestre 2023. Ainsi, le **résultat net part du Groupe** s'établit à 55 millions d'euros, en hausse de +32,5% par rapport au deuxième trimestre 2023.

**Au premier semestre 2024**, le **produit net bancaire** est en hausse de +8,6% par rapport au premier semestre 2023 à 371 millions d'euros. **Les charges hors FRU** sont en hausse de +6,1% à 199 millions d'euros. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** affiche une bonne progression à +24,0% par rapport au premier semestre 2023 pour atteindre 172 millions d'euros. **Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** s'établit à 53,6%, en amélioration de -1,2 point de pourcentage par rapport au premier semestre 2023. Le **coût du risque** est en hausse par rapport au premier semestre 2023 (+27,6%). Enfin, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'élève à 99 millions d'euros, en hausse de +37,0% par rapport au premier semestre 2023.

## Activité de la Banque de proximité Crédit Agricole S.A.

En **Banques de proximité** chez Crédit Agricole S.A. ce trimestre, l'activité est solide, la conquête de bon niveau et l'équipement des clients en assurances est dynamique. La production de crédits habitat en France se stabilise et une légère hausse est à noter pour les entreprises. A l'international, la croissance de l'activité de crédits est soutenue.

### Activité Banque de proximité en France

**Au deuxième trimestre 2024**, la conquête brute s'établit à 72 000 nouveaux clients et la conquête nette à 6 000 clients. Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV progresse de +0,4 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2023 pour s'établir à 27,8% à fin juin 2024.

La production de crédits au deuxième trimestre 2024 s'élève à 6 milliards d'euros, en baisse de -15% par rapport à celle du deuxième trimestre 2023. La production est en nette hausse sur le marché des entreprises (+37%), mais en baisse sur les autres marchés, en particulier sur l'habitat (-42%) mais cette dernière affiche des signes de reprise sur le trimestre (+18% par rapport au premier trimestre 2024). Le taux à la production des prêts habitats s'établit à 3,80%<sup>51</sup>, en baisse depuis le premier trimestre 2024 (-36 points de base). Le taux du stock des crédits habitat s'améliore de +4 points de base par rapport au premier trimestre 2024.

Les encours de crédits atteignent 168,2 milliards d'euros à fin juin 2024, ils sont stables sur la période (+0,5% par rapport au deuxième trimestre 2023) dont +0,8% sur les crédits habitats, +1,2% sur les crédits aux professionnels, -0,3 % sur les crédits aux entreprises et -1,6% sur les crédits à la consommation. Les encours sont également stables sur le trimestre (+0,1% par rapport à mars 2024). Les encours de collecte, qui s'établissent à 251,8 milliards d'euros à fin juin 2024, sont en hausse, de +4,5% par rapport à fin juin 2023, et stables par rapport au premier trimestre 2024 avec notamment la stabilisation des encours de DAT (+0,6% à fin juin 2024 par rapport à fin mars 2024) et la reprise des DAV sur le trimestre (+1,3%). La collecte hors-bilan bénéficie d'un effet marché positif sur un an.

### Activité Banque de proximité en Italie

Au deuxième trimestre 2024, la conquête brute de **CA Italia** atteint 48 000 nouveaux clients (soit +7% par rapport au deuxième trimestre 2023), et le fonds de commerce augmente d'environ 19 000 clients.

Les encours de crédit de CA Italia à fin juin 2024 s'établissent à 61,0<sup>52</sup> milliards d'euros, en hausse de +2,2% par rapport à fin juin 2023, notamment grâce au marché des particuliers dont les encours augmentent de +4,4%.

<sup>51</sup> Taux à la réalisation moyen au deuxième trimestre 2024

<sup>52</sup> Net des encours POCI

La production de crédits, portée par une bonne dynamique sur l'ensemble des marchés, est en forte hausse de +52,2% par rapport au deuxième trimestre 2023, dans un marché italien pourtant en baisse<sup>53</sup>. En particulier, la production de crédits habitat est soutenue par des initiatives commerciales et augmente de +39,8%. Le taux du stock sur les crédits est stable par rapport au premier trimestre 2024.

Les encours de collecte à fin juin 2024 s'élèvent à 116,7 milliards d'euros, en hausse de +3,1% par rapport à fin juin 2023 ; la collecte bilan est en hausse de +2,5% par rapport à l'année dernière et stable à un niveau élevé par rapport au premier trimestre 2024, tirée par les dépôts à terme. Le coût de la collecte reste sous contrôle ; la collecte hors bilan augmente de +4,0% et bénéficie d'un effet de marché et d'une collecte nette positive.

Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV est en hausse chez CA Italia à 19,7%, en hausse de 1,8 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2023.

### Activité Groupe Crédit Agricole en Italie<sup>54</sup>

Les métiers du Groupe présents en Italie poursuivent leur développement sur le premier semestre 2024. Ils servent 6 millions de clients à fin juin 2024 et la part de marché du Groupe s'élève à 5%<sup>55</sup> en Italie à fin juin 2024.

Crédit Agricole Italie a le meilleure IRC parmi les banques commerciales<sup>56</sup>. Les métiers du Groupe se classent 2<sup>ème</sup> en crédit à la consommation<sup>57</sup>, 3<sup>ème</sup> en gestion d'actifs<sup>58</sup>, et 4<sup>ème</sup> en bancassurance vie<sup>59</sup>.

Les encours de crédits sont stables à 101 milliards d'euros à fin juin 2024 (+1% par rapport fin décembre 2023). Les encours de collecte globaux atteignent 338 milliards d'euros à fin juin 2024 (+2% par rapport à fin décembre 2023).

### Activité Banque de proximité à l'international hors Italie

**Pour les Banques de proximité à l'international hors Italie**, les encours de crédit sont en hausse de +1,4% à cours courant à fin juin 2024 par rapport à fin juin 2023 (+5,6% à cours constant). Les encours de collecte sont en hausse de +1,4% à cours courant (+9,0% à cours constant) sur la même période.

En particulier en Pologne, les encours de crédit augmentent de +6,4% par rapport à fin juin 2023 (+3,4% à change constant) et la collecte de +8,6% (+5,5% à change constant), dans un contexte de concurrence élevée sur les dépôts. Par ailleurs, la production de crédit en Pologne reste dynamique et augmente de +31,9% par rapport au deuxième trimestre 2023 à change courant (+25,4% à change constant).

En Egypte, les encours de crédit sont impactés par la dévaluation de la livre égyptienne et diminuent de -12,4% entre fin juin 2024 et fin juin 2023, mais ils augmentent de +33,8% à change constant. Sur la même période, la collecte baisse de -26,1% mais reste en hausse importante de +12,8% à change constant.

L'excédent net de collecte sur les crédits de la Pologne et de l'Egypte s'élève à 1,7 milliard d'euros au 30 juin 2024, et atteint 3,4 milliards d'euros en incluant l'Ukraine.

A signaler également sur ce trimestre, la cession de la participation résiduelle de 15% dans le Crédit du Maroc.

## Résultats Banque de proximité en France

**Au deuxième trimestre 2024**, le produit net bancaire de LCL est en hausse de +2,2% par rapport au deuxième trimestre 2023, et atteint 979 millions d'euros. La marge nette d'intérêt est en hausse de +10,9% par rapport au deuxième trimestre 2023. Elle bénéficie d'un côté du repricing progressif des crédits et de l'impact positif de la macrocouverture, mais pâtit d'un autre côté de la poursuite de la hausse des coûts des ressources clientèle et

<sup>53</sup> Source Abi Monthly Outlook juillet 2024 : -1,9% juin/juin et -1,2% depuis le début de l'année sur l'ensemble des crédits

<sup>54</sup> Au 30 juin 2024, ce périmètre correspond à l'agrégation de l'ensemble des entités du Groupe présents en Italie : CA Italia, CAPFM (Agos, Leasys, CA Auto Bank), CAA (CA Vita, CACI, CA Assicurazioni), Amundi, CACIB, CAIWM, CACEIS, CALEF

<sup>55</sup> En nombre d'agences

<sup>56</sup> Indice de Recommandation Client, Source Etude Doxa octobre 2023

<sup>57</sup> Publication Assofin, 30/04/2024 (hors cartes de crédit)

<sup>58</sup> Actifs sous gestion Source: Assogestioni, 31/05/2024

<sup>59</sup> Production. Source: IAMA, 30/04/2024



de refinancement de marché, même si ces derniers sont partiellement compensés par des effets favorables de valorisation du portefeuille de *private equity*. Les commissions sont stables hors effet de base<sup>60</sup> par rapport deuxième trimestre 2023. Les charges sont en croissance de +6,7% et s'établissent à -591 millions d'euros. Retraités d'effets *one-off* sur la fiscalité et d'un effet de base lié aux indemnités de fin de carrière, les charges récurrentes sont en hausse de +4,4% sur la période. Le coefficient d'exploitation demeure à un niveau bas, il s'établit à 60,3%, en hausse de +2,6 points de pourcentage hors FRU.

Le résultat brut d'exploitation est en baisse de -5,4%, à 389 millions d'euros.

Le coût du risque est en hausse de +38% et s'établit à -95 millions d'euros (dont -4 millions d'euros sur le coût du risque sur encours sains, - 89 millions d'euros sur le risque avéré, et -2 millions d'euros de risques autres). Cette augmentation est notamment liée à des dossiers de place sur le marché entreprises. Le coût du risque sur encours reste cependant tout-à-fait maîtrisé à 22 points de base. Le taux de couverture s'établit à 60,8% à fin mars 2024, en hausse de +0,9 point de pourcentage par rapport à fin mars 2024. Le taux de créances douteuses atteint 2,0% à fin juin 2024, stable par rapport à fin mars 2024 (- 0,1 point de pourcentage). Au final, le résultat net part du Groupe diminue de -14,3% par rapport au deuxième trimestre 2024.

**Au premier semestre 2024**, les revenus de LCL sont en hausse de +2,0% par rapport au premier semestre 2023 et atteignent 1 933 millions d'euros. La marge nette d'intérêt est en hausse (+5,3%), bénéficiant du repricing progressif des crédits et de l'impact positif de la macrocouverture dans un contexte de hausse du coût du refinancement et des ressources (des effets de valorisation favorables sur le portefeuille de *private equity* ont également été constatés au deuxième trimestre). Hors effet de base<sup>60</sup>, les commissions sont en hausse de +1,1% par rapport au premier semestre 2023, en particulier sur l'assurance et sur les moyens de paiement. Les charges hors FRU sont en croissance de +3,5% sur la période (+2,4% hors effets *one-off* sur la fiscalité et un effet de base lié aux indemnités de fin de carrière) et le coefficient d'exploitation reste maîtrisé (+0,9 point de pourcentage par rapport au premier semestre 2023, hors FRU) à 61,7%. Le résultat brut d'exploitation progresse de +6% et le coût du risque augmente de +58,5%. Au final, la contribution du métier au résultat net part du groupe atteint 393 millions d'euros et diminue de -3,7%.

Au final, le métier contribue à hauteur de 10% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) au premier semestre 2024 et de 14% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 30 juin 2024, les **fonds propres alloués** au métier s'élèvent à 5,1 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 53,7 milliards d'euros. Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de LCL s'établit quant à lui à 14,4% au premier semestre 2024.

## Résultats Banque de proximité à l'international<sup>61</sup>

Au **deuxième trimestre 2024**, les revenus de la **Banque de proximité à l'international** s'établissent à 1 027 millions d'euros, en progression de +4,6% (+7,4% à change constant) par rapport au deuxième trimestre 2023. Les **charges d'exploitation** s'élèvent à 555 millions d'euros, en hausse de +10,3% (+11% à cours constant) en raison de la prise en compte au deuxième trimestre d'une contribution de -58 millions d'euros au fonds de garantie des dépôts en Italie. Retraité de cet impact, l'évolution des charges d'exploitation est maîtrisée. Par conséquent, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 472 millions d'euros, en baisse de -1,4% (+3,0% à change constant) sur la période. Le **coût du risque** atteint -72 millions d'euros, en baisse de -42,9% par rapport au deuxième trimestre 2023 (-42,6% à change constant).

**Finalement, le résultat net part du Groupe pour CA Italia, CA Egypte et CA Pologne et CA Ukraine** s'élève à 228 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, en hausse de +15,6% (+22,0% à cours constant).

Au **premier semestre 2024**, les **revenus** de de la **Banque de proximité à l'international** augmentent de +6,9% pour s'établir à 2 085 millions d'euros (+1,9% à change constant). Les **charges hors FRU et hors DGS** sont maîtrisées à -1 002 millions d'euros, en augmentation de 1,5% par rapport au premier semestre 2023. Le **résultat**

<sup>60</sup> Reprise amende Image Chèque de +21m€ au T2-23, sur le compartiment gestion de comptes & moyens de paiement

<sup>61</sup> Au 30 juin 2024 ce périmètre inclut les entités de CA Italia, CA Polska, CA Egypte et CA Ukraine

**brut d'exploitation** s'établit à 1 024 millions d'euros, en hausse de +10,8% (+3,7% à change constant). Le **coût du risque** est en baisse de -36,0% (-14,9% à change constant) à -154 millions d'euros par rapport au premier semestre 2023. Au final, le **résultat net part du Groupe** de la **Banque de proximité à l'international** s'établit à 485 millions d'euros, par rapport aux 375 millions au premier semestre 2023.

Au premier semestre 2024, la Banque de Proximité à l'International contribue à hauteur de 12% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) et de 15% à leurs revenus sous-jacents hors AHM.

Au 30 juin 2024, le capital alloué au pôle Banque de Proximité à l'International s'élève à 4,4 milliards d'euros et les emplois pondérés sont de 46,2 milliards d'euros.

## Résultats Italie

Au deuxième trimestre 2024, les revenus de **Crédit Agricole Italia** s'établissent à 784 millions d'euros, en hausse de +3,3% par rapport au deuxième trimestre 2023. La marge d'intermédiation se stabilise, en légère hausse de +0,8% entre le deuxième trimestre 2024 et le deuxième trimestre 2023 et de +1,8% par rapport au premier trimestre 2024. Les commissions augmentent de +9% par rapport au deuxième trimestre 2023 et bénéficient de l'impact de la collecte hors bilan et de la bonne dynamique sur la production de crédit. Les charges d'exploitation sont impactées par la comptabilisation au deuxième trimestre de la contribution au fonds de garantie des dépôts en Italie (égale à 58 millions d'euros) qui avait été comptabilisée au 4<sup>ème</sup> trimestre en 2023. Hors cet impact, les charges du trimestre s'élèvent à 381 millions et baissent de -4,0% par rapport au deuxième trimestre 2023. Le résultat brut d'exploitation baisse de -4,8% par rapport au deuxième trimestre 2023.

Le coût du risque s'élève à -61 millions au deuxième trimestre 2024, en baisse de -30,8% par rapport au deuxième trimestre 2023, et correspond pour la quasi-totalité à des provisions au titre du risque avéré. Le coût du risque sur encours<sup>62</sup> est à 50 points de base, en amélioration de 5 points de base par rapport au premier trimestre 2024. Le taux de créances douteuses s'améliore par rapport au premier trimestre 2024 et s'établit à 3,2% et le taux de couverture s'établit à 72,4% (+0,9 point de pourcentage par rapport au premier trimestre 2024). Le résultat net part du Groupe de CA Italia s'établit ainsi à 153 millions d'euros en hausse de +2,0% par rapport au deuxième trimestre 2023 (en hausse de +22,2% après retraitement de l'impact DGS comptabilisé au 2<sup>ème</sup> trimestre 2024)

Au **premier semestre 2024**, les revenus de **Crédit Agricole Italia** augmentent de +2,5% pour s'établir à 1 559 millions d'euros. Les **charges hors FRU et hors DGS** (fonds de garantie des dépôts en Italie) sont maîtrisées à 763 millions d'euros, en légère baisse de -0,7% par rapport au premier semestre 2023. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 738 millions d'euros, en hausse de +3,7% par rapport au premier semestre 2023. Le **coût du risque** s'établit à -123 millions d'euros et est en baisse de -18,0% par rapport au premier semestre 2023. Au final, le **résultat net part du Groupe** de CA Italia s'établit à 333 millions d'euros, en hausse de +7,5% par rapport au premier semestre 2023.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de CA Italia s'établit à 22,6% au 30 juin 2024.

## Résultat Groupe Crédit Agricole en Italie<sup>63</sup>

Au premier semestre 2024, le résultat net part du Groupe **sous-jacent** des entités en Italie atteint 659 millions d'euros en progression de 12% par rapport au premier semestre 2023. Il reflète la poursuite de la dynamique des différentes lignes métiers présentes, en particulier sur la banque de détail, les métiers de la gestion de l'épargne et Assurances et sur la grande clientèle. En termes de répartition par métiers, ce résultat se ventile de la façon suivante : 50% pour la Banque de proximité, 19% pour les Services financiers spécialisés, 21% pour la Gestion

<sup>62</sup> Sur quatre trimestres glissants

<sup>63</sup> Au 30 juin 2024, ce périmètre correspond à l'agrégation de l'ensemble des entités du Groupe présents en Italie : CA Italia, CAPFM (Agos, Leasys, CA Auto Bank), CAA (CA Vita, CACI, CA Assicurazioni), Amundi, CACIB, CAIWM, CACEIS, CALEF

de l'épargne et l'Assurance, et 10% pour la Grandes Clientèles. Enfin, la contribution de l'Italie représente 16% du résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A du premier semestre 2024.

### Résultats Banque de proximité à l'international - hors Italie

Au **deuxième trimestre 2024**, les **revenus** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'établissent à 243 millions d'euros, en progression de +9,2% (+23,6% à change constant) par rapport au deuxième trimestre 2023. Les revenus en Pologne augmentent de +27,1% par rapport au deuxième trimestre 2023 (+20,9% à change constant) portés par une marge nette d'intérêts en hausse et une bonne dynamique sur les commissions. Les revenus en Egypte sont en baisse (-13,6% par rapport au deuxième trimestre 2023) compte tenu de l'évolution des cours de change (dans un contexte de dévaluation de la devise EGP) mais restent très bien orientés à cours constants (+41,9%). Ils bénéficient en effet d'une forte augmentation de la marge d'intérêt et d'une très bonne activité de change. Les **charges d'exploitation** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'élèvent à 116 millions d'euros, en hausse de +9,0% par rapport au deuxième trimestre 2023 (+14,0% à change constant). Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 127 millions d'euros, en hausse de +9,3% (+34,2% à change constant) par rapport au deuxième trimestre 2023. Le **coût du risque** atteint -11 millions d'euros, en baisse de -71,1% (-70,5% à change constant). Par ailleurs, à fin juin 2024, le taux de couverture des encours de crédit reste élevé en Pologne et en Egypte à 123% et à 141% respectivement. En Ukraine, le taux de couverture locale reste prudent (321%). Au final, la contribution de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** au résultat net part du Groupe est de 75 millions d'euros, en augmentation de 58,9% par rapport au deuxième trimestre 2023. Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent des Autres BPI (hors CA Italia) s'établit à 41,0% au 30 juin 2024.

Sur le **premier semestre 2024**, les **revenus** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'établissent à 525 millions d'euros, en hausse de +22,1% (+30,8% à change constant) par rapport au premier semestre 2023, tirée par la hausse de la marge net d'intérêt. Les **charges d'exploitation hors FRU** augmentent de +9,7% par rapport au premier semestre 2023 (+10,5% à change constant) et s'élèvent à -239 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation est de 45,6% à fin juin 2024 (en amélioration de 5,1 points par rapport au coefficient d'exploitation hors FRU à fin juin 2023). Grace à la forte progression des revenus, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 286 millions d'euros, en hausse de 34,8% (+54,7% à change constant) par rapport au premier semestre 2023. Le **coût du risque** s'établit à -31 millions d'euros, en baisse de -65,4% (-64,8% à change constant) par rapport au premier semestre 2023. Au final, la contribution de la Banque de proximité à l'international hors Italie au **résultat net part du Groupe** est de 152 millions d'euros.

Au 30 juin 2024, le **pôle Banque de proximité dans son ensemble** contribue à hauteur de 22% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) et de 29% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 30 juin 2024, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 9,5 milliards d'euros. Les emplois pondérés du pôle sont de 100,0 milliards.

### Résultat Activités hors métiers

Le **résultat net part du Groupe** des activités hors métiers s'établit à -238 millions d'euros au deuxième trimestre 2024 en baisse de -222 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2023. La contribution négative du pôle Activités hors métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » (-245 millions d'euros) des autres éléments (+7 millions d'euros).

La contribution de la composante « structurelle » (-245 millions d'euros) est en baisse de -138 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2023 et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -332 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, en baisse de -71 millions d'euros intégrant la hausse des charges liées à des projets et des charges fiscales non récurrentes.



- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier, CATE et BforBank intégré en mise en équivalence. Leur contribution, à +78 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, est en baisse de -69 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2023, intégrant l'impact défavorable de la valorisation des titres Banco BPM en partie compensé par un dividende plus élevé (soit -71 millions d'euros en combinant les deux effets).
- Les activités support du Groupe. Leur contribution s'élève à +9 millions d'euros ce trimestre (+1 million d'euros par rapport au deuxième trimestre 2023).

La contribution des « autres éléments » est en baisse de -84 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2023 du fait de l'effet de base (-42 millions d'euros) lié à la reprise de provision sur l'amende Echange Image Chèque comptabilisée au deuxième trimestre 2023 ainsi que la volatilité OIS / BOR.

L'effet lié aux « marges internes » au moment de la consolidation de l'activité assurances au niveau de Crédit Agricole est comptabilisé dans le pôle Activités Hors Métiers. Sur le trimestre, l'impact des marges internes est de -217 millions d'euros en revenus et de + 217 millions d'euros en charges.

Au **premier semestre 2024**, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle AHM s'élève à -345 millions d'euros, en baisse de -25 millions d'euros, par rapport au premier semestre 2023. La composante structurelle contribue à hauteur de -351 millions d'euros et les autres éléments du pôle enregistrent une contribution de +6 millions d'euros sur le semestre.

La contribution de la composante « structurelle » est en hausse de +136 millions d'euros comparé au premier semestre 2023 et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -627 millions d'euros au premier semestre 2024, en hausse de +21 millions d'euros par rapport au premier semestre 2023;
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier et BforBank: leur contribution, à +262 millions d'euros au premier semestre 2024, est en hausse par rapport au premier semestre 2023 (+111 millions d'euros) intégrant notamment la fin de la période de constitution du FRU (-84 millions d'euros au premier semestre 2023) ;
- Les fonctions support du Groupe : leur contribution est de +13 millions d'euros sur le premier semestre 2024 en hausse de +4 millions d'euros comparé au premier semestre 2023.

La contribution des « autres éléments » est en baisse de -161 millions d'euros comparé au premier semestre 2023.

Au 30 juin 2024, les emplois pondérés sont de 29,2 milliards d'euros.

# Solidité financière

## Groupe Crédit Agricole

Au 30 juin 2024, le **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) phasé** du Groupe Crédit Agricole s'établit à 17,3%, en baisse de -0,2 point de pourcentage par rapport à fin mars 2024. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole affiche un coussin substantiel de 7,6 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP fixée à 9,8%. Le ratio CET1 non phasé atteint 17,2%.

Au cours du deuxième trimestre 2024 :

- Le ratio CET1 bénéficie d'un impact de +25 points de base lié au **résultat conservé**.
- L'évolution des emplois pondérés liée à **la croissance organique des métiers** impacte le ratio CET1 du Groupe à hauteur de -18 points de base (cf. détail ci-dessous).
- Les évolutions liées aux **opérations de M&A** comprennent essentiellement l'impact de la participation majoritaire au capital de Degroof Pertercam (-21 points de base) et celui en lien avec l'acquisition de 100% du capital d'Alpha Associates (-3 points de base)

Le **ratio Tier 1** phasé ressort à 18,5% et le ratio global phasé est à 21,3% à fin juin 2024.

Le **ratio de levier phasé** ressort à 5,5%, stable par rapport à fin mars 2024, bien au-dessus de l'exigence réglementaire de 3,5%.

Les **emplois pondérés** du Groupe Crédit Agricole s'élèvent à 628 milliards euros, en hausse de +9,9 milliards d'euros par rapport au 31 mars 2024. La variation se décompose par métier de la façon suivante : Banques de proximité +3,8 milliards d'euros, Gestion de l'épargne et assurances -0,2 milliard d'euros (incluant pour les Assurances le solde du paiement du dividende), Services financiers spécialisés +1,2 milliard d'euros, Grande clientèle +3,3 milliards d'euros et Activités hors métiers +1,8 milliard d'euros.

## Seuils de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD et L-MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

**Le Groupe Crédit Agricole**, au 30 juin 2024, dispose d'une marge de sécurité de **690 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 43 milliards d'euros de capital CET1**.

Le non-respect de l'exigence de coussin de ratio de levier entraînerait une restriction de distributions et le calcul d'un montant maximal distribuible (L-MMD).

Au 30 juin 2024, **le Groupe Crédit Agricole** dispose d'une marge de sécurité de **199 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du L-MMD, soit 42 milliards d'euros de capital Tier 1**. Au niveau du Groupe Crédit Agricole, c'est la distance au seuil de déclenchement du L-MMD qui détermine la distance jusqu'à la restriction de distribution.

**Crédit Agricole S.A.**, au 30 juin 2024, dispose d'une marge de sécurité de **298 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 12 milliards d'euros de capital CET1**. Crédit Agricole S.A. n'est pas soumis à l'exigence de L-MMD.

## TLAC

Le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences de ratio TLAC suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 18% des actifs pondérés des risques (Risk Weighted Assets - RWA), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,77% pour le Groupe CA au 30 juin 2024). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 22,3% ;
- un ratio TLAC supérieur à 6,75% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure* - LRE).

**L'objectif 2025 du Groupe Crédit Agricole est de conserver un ratio TLAC supérieur ou égal à 26% des RWA hors dette senior préférée éligible.**

Au 30 juin 2024, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 27,1% des RWA et 8,0% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible<sup>64</sup>**, soit bien au-delà des exigences. Le ratio TLAC exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques s'inscrit en baisse de 20 points de base sur le trimestre, en raison d'une progression des emplois pondérés plus rapide que celle des fonds propres et éléments éligibles sur la période. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC est stable par rapport à mars 2024.

Le Groupe présente ainsi un ratio TLAC hors dette senior préférée éligible supérieur de 480 points de base, soit 30 milliards d'euros, au-delà de l'exigence actuelle de 22,3% des RWA.

A fin juin 2024, 5,7 milliards d'euros équivalent ont été émis sur le marché (dette senior non préférée et Tier 2), ainsi que 1,25 milliard d'euros d'AT1. Le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 31,0 milliards d'euros.

## MREL

Les niveaux minimums à respecter sont déterminés dans des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement. Au 30 juin 2024, le Groupe Crédit Agricole doit respecter une exigence minimale de MREL total de :

- 22,01% des RWA, niveau auquel s'ajoute d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,77% pour le Groupe CA au 30 juin 2024). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio MREL total supérieur à 26,3% ;
- 6,25% de la LRE.

Au 30 juin 2024, le **Groupe Crédit Agricole présente un ratio MREL total à 32,8% des RWA et 9,8% de l'exposition en levier**, bien au-delà de l'exigence.

Une exigence de subordination additionnelle (« MREL subordonné ») est également déterminée par les autorités de résolution et exprimée en pourcentage des RWA et de la LRE. Au 30 juin 2024, cette exigence de MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole s'élève à :

- 18,25% des RWA, niveau auquel s'ajoute l'exigence globale de coussins de fonds propres. En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio MREL subordonné supérieur à 22,5% ;
- 6,25% de l'exposition en levier.

<sup>64</sup> Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2024.

Au 30 juin 2024, le **Groupe Crédit Agricole présente un ratio MREL subordonné à 27,1% des RWA et 8,0% de l'exposition en levier**, bien au-delà de l'exigence.

La distance au seuil de déclenchement du montant maximum de distribution liée aux exigences de MREL (M-MMD) correspond au minimum entre les distances respectives aux exigences de MREL, MREL subordonné et TLAC exprimées en RWA.

Au 30 juin 2024, le **Groupe Crédit Agricole** dispose ainsi d'une marge de sécurité de **460 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du M-MMD, soit 29 milliards d'euros de capital CET1** ; la distance au seuil de déclenchement du M-MMD correspond à la distance entre le ratio MREL subordonné et l'exigence correspondante.

## Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2024, le ratio de solvabilité de Crédit Agricole S.A. s'établit au-dessus de la cible du Plan à Moyen Terme, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 11,6%** en vision phasée, en baisse de -0,2 point de pourcentage par rapport à fin mars 2024. Ainsi, Crédit Agricole S.A. affiche un coussin confortable de 3 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence *SREP* fixée à 8,6%. Le ratio CET1 non phasé atteint 11,5%.

Au cours du deuxième trimestre 2024 :

- Le ratio CET1 bénéficie d'un impact positif de +22 points de base lié au **résultat conservé**. Cet impact correspond au résultat net part du Groupe net des coupons AT1 (impact de +44 points de base) et de la distribution de 50% du résultat, soit une provision pour dividendes de 29 centimes par action au deuxième trimestre 2024 (-22 points de base).
- L'évolution des **emplois pondérés** liée à la croissance organique des métiers impacte le ratio CET1 à hauteur de -12 points de base, dont + 5 points de base sur le métier Assurances (intégrant le solde du paiement du dividende sur le trimestre), les autres métiers contribuant à hauteur de -17 points de base.
- Les évolutions liées aux **opérations de M&A** comprennent essentiellement l'impact de la prise de participation majoritaire au capital de Degroof Pertercam (-28 points de base) et celui en lien avec l'acquisition de 100% du capital d'Alpha Associates (-5 points de base)

Le **ratio de levier** phasé s'établit à 3,8% à fin juin 2024, en baisse de -0,1 point de pourcentage par rapport à fin mars 2024, et au-dessus de l'exigence de 3%.

Le **ratio Tier 1** phasé ressort à 13,4% et le ratio global phasé est à 17,6% ce trimestre.

Les **emplois pondérés** de Crédit Agricole S.A. s'élèvent à 399 milliards euros à fin juin 2024, en hausse de +6,5 milliards d'euros par rapport au 31 mars 2024. La décomposition de la variation par pôle métier s'explique de la façon suivante :

- La Gestion de l'épargne et les assurances enregistrent une baisse de -0,3 milliard d'euros, dont -2,7 milliards d'euros de RWA pour les Assurances liés au paiement du solde du dividende et au résultat sur le deuxième trimestre 2024. L'intégration de Degroof Pertercam contribue pour +2,6 milliards de RWA sur la période.
- Les Services financiers spécialisés sont en hausse de +1,2 milliard d'euros en lien avec la croissance de l'activité dans le crédit à la consommation.
- La Grande clientèle enregistre une augmentation des emplois pondérés de +3,3 milliards d'euros sur le trimestre, dont +4,8 milliards pour CACIB et -1,6 milliard d'euros pour CACEIS.
- Les pôles Banques de proximité et Activités hors métiers enregistrent une hausse des emplois pondérés de +1,3 milliard d'euros et +1,0 milliard d'euros respectivement.

## Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un netting pour un montant de 49 milliards d'euros à fin juin 2024. De même, 154 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 187 milliards d'euros à fin juin 2024, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de Financement et d'Investissement (BFI) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un netting dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (103 milliards d'euros à fin juin 2024) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions Senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment « Ressources marché long terme », sont retraités pour apparaître comme des « Ressources clientèle ».

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.

Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 722 milliards d'euros au 30 juin 2024, fait apparaître **un excédent des ressources stables sur emplois stables de 198 milliards d'euros**, en hausse de 12 milliards d'euros par rapport à fin mars 2024 après remboursement de l'échéance de TLTRO du mois de juin (5 Mds€).

L'encours total T-LTRO 3 pour le Groupe Crédit Agricole s'élève à 0,7 milliard d'euros au 30 juin 2024, en baisse de 5,1 milliards d'euros remboursé sur le trimestre.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 30 juin 2024 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme net).

**Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 262 milliards d'euros au 30 juin 2024**, stables par rapport à fin mars 2024. Les émissions de dettes senior préférées compensent le remboursement de ressources T-LTRO 3 en juin 2024.

Elles comprennent les dettes seniors collatéralisées à hauteur de 77 milliards d'euros, les dettes seniors préférées à hauteur de 127 milliards d'euros, les dettes seniors non préférées pour 34 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 24 milliards d'euros.

**Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 478 milliards d'euros au 30 juin 2024**, en hausse de 2 milliards d'euros par rapport au 31 mars 2024.

Elles couvrent plus de deux fois l'endettement court terme net (hors replacements en Banques centrales).

Cette hausse des réserves de liquidité s'explique principalement par :

- La libération de collatéral suite au remboursement TLTRO pour +5 Mds€
- L'arrêt de l'éligibilité TRICP des créances inférieures à 25 K€ pour -3 Mds€

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs non-HQLA éligibles en banque centrale après décote s'élèvent à 158 milliards d'euros.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

**Au 30 juin 2024, les ratios LCR de fin de mois s'élèvent respectivement à 146% pour le Groupe Crédit Agricole** (soit un excédent de 99,8 milliards d'euros) **et 152% pour Crédit Agricole S.A.** (soit un excédent de 96,3 milliards d'euros). Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (environ 110%).

Par ailleurs, **les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. sont supérieurs à 100%**, conformément à l'exigence réglementaire entrée en application le 28 juin 2021 et supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (>100%).

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de **refinancement à moyen long terme**, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

**Au 30 juin 2024, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 40 milliards d'euros<sup>65,66</sup> de dette à moyen long terme**, dont 47% émis par Crédit Agricole S.A. On note notamment les montants suivants pour le Groupe :

- o Crédit Agricole CIB a émis 14,3 milliards d'euros en format structuré dont 1,3 milliard d'euros sous format Green Bond ;
- o Crédit Agricole Personal Finance & Mobility (ex Crédit Agricole Consumer Finance) a émis 1,5 milliard d'euros équivalent en émission EMTN à travers l'entité Crédit Agricole Auto Bank (CAAB) et 0,3 milliard d'euros de titrisations ;
- o CA Italia a émis en format senior collatéralisé deux émissions pour un total de 1,5 milliard d'euros dont 500 millions d'euros en format Green Bond ;
- o Crédit Agricole next bank (Suisse) a émis deux tranches en format senior collatéralisé pour un total de 200 millions de francs suisses dont 100 millions de francs suisses en format Green Bond.

Le financement à moyen long terme du Groupe peut se décomposer à travers les catégories suivantes :

- o 8,6 milliards d'euros de financement sécurisé ;
- o 15,2 milliards d'euros de financement non sécurisé vanille ;
- o 14,2 milliards d'euros de financement structuré ;
- o 2,1 milliards d'euros de dépôts institutionnels long-terme et CD.

Par ailleurs, 9,2 milliards d'euros ont également été levés hors marché et se répartissent entre :

- o 7,2 milliards d'euros au travers des réseaux de banques (banque de proximité du Groupe ou réseaux externes) ;
- o 0,4 milliard d'euros auprès des organismes supranationaux et institutions financières ;
- o 1,6 milliard d'euros auprès de véhicules de refinancement nationaux (dont CRH).

<sup>65</sup> Montant brut avant rachats et amortissements

<sup>66</sup> Hors émission AT1



**Au 30 juin 2024, Crédit Agricole S.A. a levé sur le marché l'équivalent de 18,8 milliards d'euros<sup>67,68</sup> soit une réalisation de 72% de son programme de refinancement 2024 :**

La banque a levé l'équivalent de 18,8 milliards d'euros, dont 3,2 milliards d'euros en dette senior non préférée et 2,5 milliards d'euros en dette Tier 2, ainsi que 6,6 milliards d'euros de dette senior préférée et 6,5 milliards d'euros de dette senior collatéralisée à fin juin. Le financement est diversifié en formats et en devises avec notamment :

- 3,8 milliards d'euros<sup>69</sup> ;
- 4,85 milliards de dollars américains (4,5 milliards d'euros équivalent) ;
- 0,6 milliard de livres sterling (0,7 milliard d'euros équivalent) ;
- 230 milliards de yen japonais (1,4 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,5 milliard de francs suisses (0,6 milliard d'euros équivalent) ;
- 1,75 milliard de dollars australiens (1,1 milliard d'euros équivalent) ;
- 2,5 milliards de renminbi (0,3 milliard d'euros équivalent).

A noter que Crédit Agricole S.A. a réalisé 69% de son refinancement en devises hors euros à fin juin<sup>70,71</sup>.

De plus, Crédit Agricole S.A. a émis le 2 janvier 2024 un AT1 Perpétuel NC6 ans pour 1,25 milliard d'euros au taux initial de 6,5% et a annoncé le remboursement de l'AT1 (144A: US225313AL91 & RegS: USF2R125CF03) à la 1<sup>ère</sup> date de call le 23/09/2024 pour 1,25 milliard de dollars américains.

Depuis fin juin, 1,3 milliard d'euros de financement complémentaire ont été émis, dont une émission Senior Non Préférée en format Social Bond pour 750 millions d'euros et une émission Panda en format Senior Préférée double-tranche à 3 et 5 ans pour 0,6 milliard d'euros équivalent.

A fin juillet, le montant émis s'élève ainsi à 20,1 milliards d'euros soit une réalisation de 77%<sup>72</sup> du programme 2024.

---

<sup>67</sup> Montant brut avant rachats et amortissements

<sup>68</sup> Hors émission AT1

<sup>69</sup> Hors émissions senior collatéralisées

<sup>70</sup> Hors émissions senior collatéralisées

<sup>71</sup> Hors émission AT1

<sup>72</sup> Hors émission AT1



# Environnement économique et financier

## Rétrospective 1<sup>er</sup> semestre 2024

Aux **États-Unis**, la « résilience » qui a caractérisé l'économie en 2023 s'est largement maintenue au début de l'année 2024. Si la croissance a ralenti au premier trimestre à 1,3% (taux trimestriel annualisé), l'analyse de ses composantes livre une image plus positive : une grande partie du ralentissement provient en effet des composantes volatiles (stocks et exportations nettes) alors que la demande domestique privée résiste et progresse encore de 2,8%. Couplée au dynamisme du marché du travail, la moindre sensibilité à court terme aux taux d'intérêt (assainissement des bilans, coût d'endettement figé à un niveau durablement bas) a permis à la croissance de mieux résister au resserrement monétaire le plus agressif depuis plusieurs décennies (hausse du taux des *Fed Funds* de 525 points de base en un peu moins d'un an et demi pour atteindre 5,50% en août 2023).

Malgré la désinflation, la résistance du prix des services a justifié une inflation toujours trop tenace pour que la politique monétaire soit assouplie. Si l'inflation totale a surpris en juin grâce à la baisse des prix de l'énergie, elle est en effet restée soutenue (3% sur un an) tout comme l'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie, 3,3% sur un an). Le processus de désinflation est néanmoins visible sur toutes les composantes : les prix des biens sous-jacents baissent encore un peu plus (de -1,8% sur un an), tandis que le taux d'inflation des services sous-jacents (services hors énergie) tombe à son plus bas niveau depuis avril 2022 (5,1% sur un an). Même si la hausse du prix des services reste élevée, ces nouvelles sur l'inflation sont plutôt rassurantes.

En **Chine**, selon les données tout juste publiées pour le deuxième trimestre, la croissance du PIB s'est significativement infléchie (passant de 1,5% à 0,7% en variation trimestrielle) pour atteindre 5% sur un an. Le ralentissement de la croissance donc s'est révélé plus important que prévu. Il reste imputable à la faiblesse de la demande interne : consommation des ménages et investissement atones car affectés par la crise du secteur immobilier dont les perspectives restent baissières. Les exportations nettes contribuent encore positivement à la croissance mais leur support tend à diminuer.

Dans la **zone euro**, la croissance du premier trimestre 2024 (0,3% en variation trimestrielle) a accéléré par rapport à une année 2023 en quasi-stagnation. Une accélération qui mérite d'être remise en perspective car elle ne gomme pas les effets des chocs passés, notamment liés à la guerre en Ukraine. Ainsi, au premier trimestre 2024, le PIB de la zone euro demeurait un peu inférieur au niveau auquel il « aurait pu prétendre » si la tendance enregistrée entre la crise souveraine et celle du Covid (c'est-à-dire de 2013 à 2019) s'était maintenue. Quoi qu'il en soit, laissant un acquis de croissance pour 2024 (0,3%), la croissance a surpris favorablement : une bonne surprise principalement motivée par l'accélération des exportations nettes, alors que la demande intérieure se repliait et que le processus de déstockage s'accroissait. La croissance modeste de la consommation privée, la stagnation de la consommation publique et le repli marqué de l'investissement se sont traduits par une demande domestique faible. L'absence d'accélération de la consommation des ménages a déçu : en dépit de la progression du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages, l'arbitrage semble s'être encore fait en faveur de l'épargne.

En **France**, au premier trimestre 2024, la croissance trimestrielle s'est établie à 0,2% : elle a été tirée par la consommation et le commerce extérieur alors que l'investissement s'est légèrement replié pour le deuxième trimestre consécutif et que le déstockage a continué de peser sur la croissance. L'acquis de croissance pour 2024 s'élève à 0,6% à l'issue du premier trimestre.

La désinflation de l'ensemble de la zone euro s'est poursuivie malgré quelques « déconvenues ». En mai, l'inflation a en effet légèrement accéléré (à 2,6% sur un an, à rapprocher de 6,1% en mai 2023) en raison, essentiellement, d'effets de base sur les prix de l'énergie et des transports en Allemagne. Quant à l'inflation sous-jacente, portée par la résistance des prix des services (4,1% sur un an soit une contribution de plus de 1,8 point à l'inflation totale), elle s'est redressée à 2,9%.

En termes de **politique monétaire**, dès le début de l'année, les membres de la *Fed* et de la BCE se sont évertués à tempérer les anticipations des marchés trop optimistes quant au calendrier et à l'ampleur des baisses futures de taux.

Aux **États-Unis**, notre scénario n'a jamais supposé une baisse précoce et massive des taux directeurs. Au « pivot » espéré par les marchés qui tablaient en janvier 2024 sur un taux des *Fed Funds* se repliant à 3,65% en

décembre 2024, il a de longue date privilégié le « plateau » : installation durable des taux directeurs à un niveau élevé. Or, face à une inflation résistante, une croissance encore vigoureuse et un marché du travail seulement un peu moins dynamique, la Fed a laissé le taux des Fed Funds inchangé (à 5,50%). A l'occasion de son audition par le Congrès (rapport semestriel de politique monétaire, début juillet), le discours du président de la Fed, J. Powell, s'est un peu infléchi. Soulignant que les données récentes apportaient des « signes clairs » de ralentissement du marché du travail, il a précisé que l'inflation élevée n'était pas le seul risque. Il a de nouveau affirmé qu'il était nécessaire d'avoir plus de données confirmant la tendance désinflationniste, tout en notant que les taux baisseraient avant que l'inflation ne soit revenue à 2%.

Le *statu quo* américain n'a pas empêché la BCE d'amorcer un timide assouplissement monétaire en juin en procédant à sa première baisse de taux depuis septembre 2019 : une baisse de 25 points de base largement attendue et portant les taux de dépôt, de refinancement et de facilité de prêt marginal à, respectivement 3,75%, 4,25% et 4,50%. Bien que l'inflation excède encore la cible de 2%, la BCE a regardé le chemin déjà accompli dans le processus désinflationniste et la baisse des anticipations d'inflation. Elle n'a en outre pas fourni d'indications sur la trajectoire des taux à venir. De plus, malgré la baisse des taux d'intérêt, l'orientation de sa politique monétaire demeure restrictive, toujours destinée à promouvoir la modération de la demande domestique pour éviter que les entreprises ne transmettent les hausses des coûts salariaux aux prix.

Après avoir parié sur une détente monétaire rapide suscitant un mouvement de baisse marquée à partir d'octobre 2023, les **taux d'intérêt** se sont légèrement redressés à la faveur d'une inflation résistante justifiant de différer les assouplissements monétaires. Aux Etats-Unis, les taux de swap à deux ans (4,60% fin juin) et dix ans (3,40% fin juin) ont, de concert, augmenté de 60 pb en six mois. Dans la zone euro, ces deux mêmes taux se sont lentement redressés jusqu'à la baisse des taux directeurs de la BCE en juin occasionnant une légère baisse. Fin juin, les taux de swap à deux et dix ans en zone euro atteignaient respectivement environ 3,20% et 2,80%, soit des hausses respectives de 42 et 35 pb au cours du premier semestre. Au cours de la même période, le rendement souverain allemand à 10 ans (Bund) s'est redressé de 45 pb à 2,45% fin juin. Alors que la prime de risque offerte par l'Italie par rapport au Bund s'est resserrée (de 10 pb à 158 pb fin juin), le *spread* français s'est écarté de près de 30 pb pour atteindre 80 pb fin juin, en raison de l'incertitude liée à la dissolution de l'Assemblée nationale. Quant aux marchés **actions**, alors que l'indice S&P 500 a encore affiché une excellente performance (enregistrant une hausse de plus de 15% au cours du premier semestre), l'indice européen (Eurostoxx 50) a progressé de 8,5% tandis que le CAC 40 n'augmentait que de 1,5%. Enfin, la dépréciation de l'euro face au dollar a été limitée à 1,6% au cours du semestre écoulé. L'appréciation du dollar tient à plusieurs facteurs dont la résistance de l'économie américaine malgré des signes de fléchissement, la différence de tempo dans l'assouplissement monétaire avec l'avance prise par la BCE, la perspective de victoire éventuelle de D. Trump à l'élection présidentielle.

## Perspectives 2nd semestre 2024 – 2025

Le scénario économique et financier a été élaboré alors que planaient des incertitudes politiques d'intensité variable destinées à être levées soit très rapidement (élections législatives en France), soit plus tardivement (élection présidentielle américaine). Alors que le second événement est de nature à structurer/altérer significativement les grandes lignes d'un scénario mondial, le premier est moins susceptible d'en abîmer la « colonne vertébrale ». Dans la zone euro, une accélération de la croissance soutenue par la consommation privée reste valide. Les craquements apparus aux États-Unis semblent de nature à infléchir sans toutefois faire plonger la croissance qui pourrait, de nouveau, se révéler résistante.

Aux **Etats-Unis**, si l'impact dépressif de la politique monétaire a été bien moins violent qu'il n'était redouté, il n'en a pas pour autant disparu : ses effets se déploient dans le temps. Hausse de la dette des entreprises à refinancer à des taux plus élevés en 2024 et 2025, remontée progressive du taux hypothécaire effectif, croissance des impayés sur d'autres types de dettes (cartes de crédit, crédit automobile...), évaporation de l'épargne excédentaire, notamment celle des ménages modestes, taux d'épargne de retour sur des niveaux très faibles : tels sont les premiers « craquements » qui conduisent à toujours inscrire une récession « douce » à la charnière des années 2024-2025. Après 2,5% en 2023, notre scénario table donc sur une croissance de 2,0% en 2024 et de seulement 0,4% en 2025 en dépit d'un rebond anticipé de la croissance trimestrielle au cours de la dernière partie de l'année 2025 grâce à la baisse des taux d'intérêt : une croissance en repli assortie d'un scénario alternatif dans lequel l'économie ferait preuve d'une résistance de nouveau surprenante. En ligne avec un ralentissement, le recul de l'inflation devrait se poursuivre en empruntant une trajectoire graduelle et irrégulière.

L'inflation globale passerait sous la barre des 3% durant l'été pour osciller entre 2,5% et 3% au second semestre 2024. En 2025, après une baisse en début d'année, elle se stabiliserait autour de 2,4%, excédant ainsi l'objectif de la Fed (2%) jusqu'à la fin de l'année 2025.

En **Chine**, notre projection de croissance (4,7% en 2024, 4,2% en 2025 couplés à une inflation moyenne très faible, de 0,5% puis 1,4%) reste plus conservatrice la cible officielle de 5% en raison des nombreuses incertitudes pesant sur le scénario. À court terme, les principaux risques sont liés à la montée des mesures protectionnistes côté américain, mais surtout européen. Essentiellement politique, la hausse des droits de douane annoncée par Joe Biden sur les produits emblématiques exportés par la Chine (panneaux solaires, batteries, véhicules électriques) aura peu de conséquences économiques. Celle que vient d'annoncer l'Union européenne sur les véhicules électriques est déjà bien plus douloureuse. L'UE comptait pour 40% des exportations chinoises de véhicules électriques en 2023. Enfin, une victoire de Trump ouvrirait la voie à de nouvelles hausses sur l'ensemble des importations chinoises qui seraient taxées à hauteur de 60%. Il pourrait également s'attaquer plus fermement aux pratiques de contournement des droits de douane (via des pays tiers comme le Mexique ou le Vietnam). La question du soutien budgétaire à l'économie demeure donc cruciale. Le troisième plénum, réunion du Parti dédiée aux questions économiques, se tiendra en juillet et devrait conduire à dévoiler de nouvelles mesures de soutien à l'immobilier.

Dans la **zone euro**, si les élections européennes ont confirmé les grands équilibres de la représentation parlementaire européenne, l'incertitude liée au scrutin en France introduit un risque baissier. Dessiné et chiffré à « politique inchangée », avant la dissolution de l'Assemblée nationale, notre scénario central n'intègre pas ce risque et conserve son hypothèse-clé : le principe d'une accélération de la croissance tirée par la consommation privée est maintenu, malgré la prudence encore affichée par les consommateurs et une fin de parcours désinflationniste qui s'annonce plus erratique. Le repli de l'inflation, dont les bienfaits sont déjà visibles, est désormais un peu moins aisé et manifeste : cela tient, surtout, à l'inertie de l'inflation dans les services, témoin des pressions retardées sur les coûts salariaux, liées à la récupération plus tardive des pertes passées de pouvoir d'achat dans des négociations salariales. Enfin, la consommation constitue le premier moteur de la reprise mais celle-ci pourrait être accompagnée d'une demande extérieure un peu plus soutenue, grâce à la diffusion du cycle manufacturier mondial (résilience de la demande finale et reconstitution des stocks), permettant au PIB de la zone euro de progresser de 0,8% en 2024 et de 1,5% en 2025.

En **France**, l'accélération prévue au second semestre devrait permettre à la croissance d'atteindre un rythme identique à celui de 2023 (soit 1,1% en moyenne annuelle) avant de se redresser légèrement (1,3% en 2025). Le commerce extérieur devrait contribuer positivement à la croissance en 2024 (à hauteur de 0,9 point de pourcentage) et l'existence de marges de rattrapage (dans le secteur aéronautique notamment) devrait continuer de soutenir les exportations. La croissance resterait toutefois principalement portée par la consommation des ménages (à +1,1% en 2024 et +1,3% en 2025), encouragée par les gains de pouvoir d'achat, gains permis par la croissance encore soutenue des salaires nominaux et la poursuite de la désinflation. L'inflation au sens de l'indice des prix à la consommation se replierait, en effet, à 2,3% en moyenne annuelle en 2024 puis à 1,5% en 2025.

En termes de **politique monétaire**, aux Etats-Unis, les chiffres d'inflation signalant sa convergence lente vers la cible, la résistance de la croissance, la bonne tenue de l'emploi malgré des signes récents de faiblesse, invitent à la prudence et militent en faveur d'un assouplissement plus tardif. La **Fed** aura besoin d'un peu plus de temps afin d'être convaincue que l'inflation converge indiscutablement vers 2% avant de procéder à une première baisse des taux directeurs. Celle-ci pourrait intervenir en septembre et serait suivie d'une autre baisse en décembre : la baisse cumulée serait toujours de 50 points de base en 2024. En 2025, l'assouplissement pourrait être plus agressif, totalisant 150 points de base au cours des trois premiers trimestres : une telle prévision repose cependant sur un scénario économique relativement pessimiste. Si l'économie et le marché du travail résistent mieux que prévu, la Fed peut adopter un rythme de baisse plus graduel.

Le *statu quo* américain n'a pas empêché la **BCE** d'entamer son assouplissement monétaire qui se poursuivra, sauf en cas de pressions fortement baissières sur l'euro ou de reprise nettement plus dynamique et, surtout, plus inflationniste que prévu. L'inflation, totale mais aussi sous-jacente, devrait converger vers 2% au cours de la seconde moitié de 2025 et autoriser la BCE à prolonger le desserrement monétaire engagé en juin (baisse de ses taux de 25 points de base). Notre scénario retient un assouplissement graduel et continu : la BCE baisserait son taux de dépôt de 25 points de base chaque trimestre jusqu'en septembre 2025 pour le ramener à 2,50%, notre estimation du taux neutre.

Quant aux **taux d'intérêt**, ils devraient subir des pressions haussières modérées. En effet, le thème de l'assouplissement monétaire flotte dans l'air depuis longtemps. Qu'ils soient entamés ou qu'ils se profilent (tout en s'éloignant, comme aux États-Unis...), les assouplissements ne sont ainsi pas une assurance de baisse des taux d'intérêt. Plusieurs facteurs, dont le risque rampant d'inflation et l'augmentation possible du taux neutre, plaident en faveur d'un maintien, voire d'une hausse modeste.

Aux **États-Unis**, nos prévisions de taux ont été revues en légère hausse sur l'ensemble de la courbe. Pour le taux souverain à dix ans, nous tablons à présent sur 4,30% à la fin de 2024, puis 4,05% à la fin de 2025. La révision à la hausse du taux à long terme signalée dans les *dots plots* mérite d'être notée. Figé à 2,50% entre 2019 et 2023, ce taux a été relevé pour le deuxième FOMC consécutif, de 2,5625% en mars à 2,75%. Cette révision reflète la possible hausse du taux neutre, susceptible d'être liée à des facteurs tels que la « démondialisation » et le ralentissement de la demande de titres du Trésor par les banques centrales mondiales, les fonds souverains et les institutions financières nationales.

Dans la **zone euro**, la BCE a entamé un mouvement de baisse de ses taux directeurs qui devrait se poursuivre. Or, les marchés anticipent pleinement ce cycle d'assouplissement monétaire et tablent sur un repli du taux de dépôt vers 2,50%. Dans un contexte de relatif optimisme sur la croissance européenne, de déficits publics encore élevés (une procédure pour déficit excessif concerne la Belgique, la France et l'Italie : ces pays doivent présenter un plan de réduction des déficits d'ici septembre), les rendements souverains européens ont peu de chance de baisser surtout si la Fed retarde le début de son propre cycle d'assouplissement. Notre scénario retient un rendement allemand à dix ans proche de 2,65% fin 2024. A la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale en France, alors que les *spreads* étaient serrés, l'ajout d'une prime de risque politique (sans risque de redénomination de la dette) s'est traduit par un écartement du spread français par rapport au Bund jusqu'à plus de 80 points de base. Cet écart OAT-Bund risque d'osciller au gré des incertitudes politiques susceptibles de ne pas être levées rapidement, en l'absence de majorité parlementaire claire.

Enfin, les paramètres américains, résistance monétaire de la Fed et possible victoire de Trump à l'élection présidentielle, sont globalement favorables au **dollar**. Viennent ensuite des histoires singulières telles que le risque politique pour la zone euro, la détérioration de la situation budgétaire en Amérique latine ou, *a contrario*, le portage favorable pour certaines devises asiatiques ou européennes hors zone euro. Notre scénario retient une dépréciation modeste de l'euro à 1,05 dollar fin 2024.

## Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

### Groupe Crédit Agricole– Eléments spécifiques, T2-2024

En m€	T2-24		T2-23		S1-24		S1-23	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	37	27	(15)	(11)	42	31	(23)	(17)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	5	4	(1)	(1)	7	5	(25)	(18)
Provisions Epargne logement (LCL)	1	1	-	-	1	1	-	-
Provisions Epargne logement (AHM)	(2)	(1)	-	-	(0)	(0)	-	-
Provisions Epargne logement (CR)	22	17	-	-	63	47	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS) - 1	-	-	299	214	-	-	299	214
Amende Echange Images Chèques (AHM)	-	-	42	42	-	-	42	42
Amende Echange Images Chèques (LCL)	-	-	21	21	-	-	21	21
Amende Echange Images Chèques (CR)	-	-	42	42	-	-	42	42
<b>Total impact en PNB</b>	<b>64</b>	<b>48</b>	<b>388</b>	<b>306</b>	<b>114</b>	<b>85</b>	<b>356</b>	<b>283</b>
Coûts d'intégration Degroof Petercam (GEA)	(5)	(4)	-	-	(5)	(4)	-	-
Coûts d'intégration ISB (GC)	(25)	(13)	-	-	(44)	(23)	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS) - 2	-	-	(18)	(13)	-	-	(18)	(13)
<b>Total impact en Charges</b>	<b>(30)</b>	<b>(17)</b>	<b>(18)</b>	<b>(13)</b>	<b>(50)</b>	<b>(27)</b>	<b>(18)</b>	<b>(13)</b>
Réorganisation des activités Mobilité (SFS) - 3	-	-	(85)	(61)	-	-	(85)	(61)
Provision pour risque Ukraine (BPI)	-	-	-	-	(20)	(20)	-	-
<b>Total impact coût du risque de crédit</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(85)</b>	<b>(61)</b>	<b>(20)</b>	<b>(20)</b>	<b>(85)</b>	<b>(61)</b>
Réorganisation des activités Mobilité (SFS) - 4	-	-	(12)	(12)	-	-	(12)	(12)
<b>Total impact mise en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(12)</b>	<b>(12)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(12)</b>	<b>(12)</b>
Coûts d'acquisition Degroof Petercam (GEA)	(12)	(9)	-	-	(20)	(15)	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS) - 5	-	-	28	12	-	-	28	12
<b>Total impact en Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>(12)</b>	<b>(9)</b>	<b>28</b>	<b>12</b>	<b>(20)</b>	<b>(15)</b>	<b>28</b>	<b>12</b>
<b>Impact total des retraitements</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>301</b>	<b>232</b>	<b>24</b>	<b>22</b>	<b>269</b>	<b>209</b>
Gestion de l'épargne et Assurances	(17)	(13)	-	-	(25)	(19)	-	-
Banque de proximité-France	24	18	63	63	65	48	63	63
Banque de proximité-International	-	-	-	-	(20)	(20)	-	-
Services financiers spécialisés	-	-	212	140	-	-	212	140
Grandes Clientèles	18	18	(16)	(12)	5	13	(47)	(35)
Activités hors métiers	(2)	(1)	42	42	(0)	(0)	42	42

\* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires



## Crédit Agricole S.A. – Eléments spécifiques T2-2024

En m€	T2-24		T2-23		S1-24		S1-23	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	37	27	(15)	(11)	42	31	(23)	(16)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	5	4	(1)	(1)	7	5	(25)	(18)
Provisions Epargne logement (LCL)	1	1	-	-	3	2	-	-
Provisions Epargne logement (AHM)	(2)	(1)	-	-	(2)	(1)	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS) - 1	-	-	299	214	-	-	299	214
Amende Echange Images Chèques (AHM)	-	-	42	42	-	-	42	42
Amende Echange Images Chèques (LCL)	-	-	21	20	-	-	21	20
<b>Total impact en PNB</b>	<b>42</b>	<b>30</b>	<b>346</b>	<b>264</b>	<b>51</b>	<b>37</b>	<b>315</b>	<b>241</b>
Coûts d'intégration Degroof Petercam (GEA)	(5)	(4)	-	-	(5)	(4)	-	-
Coûts d'intégration ISB (GC)	(25)	(13)	-	-	(44)	(23)	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS) - 2	-	-	(18)	(13)	-	-	(18)	(13)
<b>Total impact en Charges</b>	<b>(30)</b>	<b>(17)</b>	<b>(18)</b>	<b>(13)</b>	<b>(50)</b>	<b>(27)</b>	<b>(18)</b>	<b>(13)</b>
Provision pour risque Ukraine (BPI)	-	-	-	-	(20)	(20)	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS) - 3	-	-	(85)	(61)	-	-	(85)	(61)
<b>Total impact coût du risque de crédit</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(85)</b>	<b>(61)</b>	<b>(20)</b>	<b>(20)</b>	<b>(85)</b>	<b>(61)</b>
Réorganisation des activités Mobilité (SFS) - 4	-	-	(12)	(12)	-	-	(12)	(12)
<b>Total impact Mise en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(12)</b>	<b>(12)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(12)</b>	<b>(12)</b>
Coûts d'acquisition Degroof Petercam (GEA)	(12)	(9)	-	-	(20)	(14)	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS) - 5	-	-	28	12	-	-	28	12
<b>Total impact Gains ou pertes sur autres actifs</b>	<b>(12)</b>	<b>(9)</b>	<b>28</b>	<b>12</b>	<b>(20)</b>	<b>(14)</b>	<b>28</b>	<b>12</b>
<b>Impact total des retraitements</b>	<b>(0)</b>	<b>5</b>	<b>259</b>	<b>190</b>	<b>(39)</b>	<b>(25)</b>	<b>227</b>	<b>167</b>
Gestion de l'épargne et Assurances	(17)	(13)	-	-	(25)	(18)	-	-
Banque de proximité-France	1	1	21	20	3	2	21	20
Banque de proximité-International	-	-	-	-	(20)	(20)	-	-
Services financiers spécialisés	-	-	212	140	-	-	212	140
Grandes Clientèles	18	17	(16)	(11)	5	12	(47)	(34)
Activités hors métiers	(2)	(1)	42	42	(2)	(1)	42	42

\* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

## Annexe 2 – Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle, T2-24 et T2-23								
En m€	T2-24 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 255</b>	<b>979</b>	<b>1 051</b>	<b>1 946</b>	<b>889</b>	<b>2 223</b>	<b>(837)</b>	<b>9 507</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 560)	(591)	(573)	(813)	(443)	(1 204)	497	(5 687)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>694</b>	<b>389</b>	<b>477</b>	<b>1 133</b>	<b>447</b>	<b>1 019</b>	<b>(340)</b>	<b>3 819</b>
Coût du risque	(444)	(95)	(75)	(2)	(211)	(39)	(6)	(872)
Sociétés mises en équivalence	2	-	-	33	29	10	-	74
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	2	0	(12)	(1)	2	(0)	(7)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>253</b>	<b>296</b>	<b>402</b>	<b>1 152</b>	<b>265</b>	<b>993</b>	<b>(347)</b>	<b>3 014</b>
Impôts	(44)	(65)	(117)	(282)	(54)	(248)	48	(762)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>209</b>	<b>231</b>	<b>285</b>	<b>870</b>	<b>210</b>	<b>745</b>	<b>(299)</b>	<b>2 252</b>
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(38)	(124)	(23)	(36)	(2)	(224)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>208</b>	<b>231</b>	<b>247</b>	<b>746</b>	<b>187</b>	<b>710</b>	<b>(300)</b>	<b>2 028</b>
En m€	T2-23 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 353</b>	<b>959</b>	<b>1 005</b>	<b>1 741</b>	<b>1 162</b>	<b>1 905</b>	<b>(578)</b>	<b>9 546</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 448)	(554)	(520)	(715)	(430)	(1 038)	471	(5 233)
FRU	2	6	(0)	(0)	2	2	(6)	6
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>907</b>	<b>411</b>	<b>485</b>	<b>1 026</b>	<b>735</b>	<b>869</b>	<b>(113)</b>	<b>4 319</b>
Coût du risque	(405)	(69)	(125)	(0)	(304)	(32)	(3)	(938)
Sociétés mises en équivalence	0	-	0	27	11	7	(0)	46
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4	2	0	0	26	0	(0)	33
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>507</b>	<b>345</b>	<b>361</b>	<b>1 053</b>	<b>468</b>	<b>844</b>	<b>(116)</b>	<b>3 460</b>
Impôts	(93)	(76)	(105)	(245)	(143)	(174)	63	(772)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	3	1	0	-	-	4
<b>Résultat net</b>	<b>413</b>	<b>269</b>	<b>259</b>	<b>809</b>	<b>325</b>	<b>670</b>	<b>(53)</b>	<b>2 692</b>
Intérêts minoritaires	(0)	0	(39)	(122)	(21)	(34)	5	(211)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>413</b>	<b>269</b>	<b>220</b>	<b>687</b>	<b>304</b>	<b>635</b>	<b>(48)</b>	<b>2 481</b>

## Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle, S1-24 et S1-23

En m€	S1-24 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>6 568</b>	<b>1 933</b>	<b>2 131</b>	<b>3 739</b>	<b>1 736</b>	<b>4 489</b>	<b>(1 565)</b>	<b>19 031</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(5 044)	(1 193)	(1 098)	(1 567)	(897)	(2 501)	1 024	(11 276)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 524</b>	<b>740</b>	<b>1 033</b>	<b>2 172</b>	<b>839</b>	<b>1 988</b>	<b>(541)</b>	<b>7 755</b>
Coût du risque	(691)	(214)	(159)	(5)	(429)	(5)	(20)	(1 523)
Sociétés mises en équivalence	7	-	-	61	59	14	-	142
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	4	(0)	(20)	(1)	2	(2)	(14)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>842</b>	<b>530</b>	<b>875</b>	<b>2 208</b>	<b>468</b>	<b>1 999</b>	<b>(563)</b>	<b>6 361</b>
Impôts	(191)	(119)	(260)	(501)	(97)	(482)	133	(1 517)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>651</b>	<b>412</b>	<b>615</b>	<b>1 707</b>	<b>372</b>	<b>1 517</b>	<b>(430)</b>	<b>4 843</b>
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(89)	(236)	(42)	(69)	6	(432)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>650</b>	<b>412</b>	<b>525</b>	<b>1 471</b>	<b>330</b>	<b>1 448</b>	<b>(424)</b>	<b>4 412</b>
En m€	S1-23 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>6 686</b>	<b>1 895</b>	<b>1 994</b>	<b>3 486</b>	<b>1 834</b>	<b>3 956</b>	<b>(1 378)</b>	<b>18 473</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(4 889)	(1 153)	(1 020)	(1 430)	(800)	(2 159)	935	(10 517)
FRU	(111)	(44)	(40)	(6)	(29)	(312)	(77)	(620)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 686</b>	<b>698</b>	<b>934</b>	<b>2 050</b>	<b>1 005</b>	<b>1 485</b>	<b>(521)</b>	<b>7 337</b>
Coût du risque	(577)	(135)	(240)	(1)	(463)	(68)	(3)	(1 486)
Sociétés mises en équivalence	7	-	1	49	85	11	(0)	153
Gains ou pertes nets sur autres actifs	6	2	0	0	25	5	(1)	37
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 122</b>	<b>566</b>	<b>695</b>	<b>2 098</b>	<b>652</b>	<b>1 433</b>	<b>(525)</b>	<b>6 042</b>
Impôts	(289)	(138)	(203)	(475)	(177)	(358)	157	(1 483)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	5	1	0	-	-	6
<b>Résultat net</b>	<b>833</b>	<b>428</b>	<b>497</b>	<b>1 624</b>	<b>475</b>	<b>1 075</b>	<b>(368)</b>	<b>4 565</b>
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(79)	(233)	(44)	(54)	(4)	(415)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>833</b>	<b>428</b>	<b>418</b>	<b>1 390</b>	<b>431</b>	<b>1 021</b>	<b>(372)</b>	<b>4 150</b>

## Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T2-24 et T2-23							
En m€	T2-24 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 944</b>	<b>2 223</b>	<b>889</b>	<b>979</b>	<b>1 027</b>	<b>(267)</b>	<b>6 796</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(813)	(1 204)	(443)	(591)	(555)	(15)	(3 621)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 131</b>	<b>1 019</b>	<b>447</b>	<b>389</b>	<b>472</b>	<b>(283)</b>	<b>3 175</b>
Coût du risque	(2)	(39)	(211)	(95)	(72)	(5)	(424)
Sociétés mises en équivalence	33	10	29	-	-	(25)	47
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(12)	2	(1)	2	0	24	15
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 150</b>	<b>993</b>	<b>265</b>	<b>296</b>	<b>400</b>	<b>(289)</b>	<b>2 814</b>
Impôts	(283)	(248)	(54)	(65)	(117)	63	(704)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>867</b>	<b>745</b>	<b>210</b>	<b>231</b>	<b>283</b>	<b>(226)</b>	<b>2 110</b>
Intérêts minoritaires	(131)	(51)	(23)	(10)	(55)	(12)	(282)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>736</b>	<b>694</b>	<b>187</b>	<b>220</b>	<b>228</b>	<b>(238)</b>	<b>1 828</b>

En m€	T2-23 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 732</b>	<b>1 906</b>	<b>1162</b>	<b>959</b>	<b>982</b>	<b>(66)</b>	<b>6 676</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(715)	(1 038)	(430)	(554)	(503)	21	(3 218)
FRU	(0)	2	2	6	(0)	(6)	4
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 017</b>	<b>869</b>	<b>735</b>	<b>411</b>	<b>479</b>	<b>(51)</b>	<b>3 461</b>
Coût du risque	(0)	(32)	(304)	(69)	(127)	(2)	(534)
Sociétés mises en équivalence	27	7	11	-	0	(19)	27
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	26	2	0	-	29
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 045</b>	<b>844</b>	<b>468</b>	<b>345</b>	<b>353</b>	<b>(71)</b>	<b>2 983</b>
Impôts	(246)	(174)	(143)	(76)	(103)	65	(677)
Rés. net des activités abandonnées	1	-	0	-	3	-	4
<b>Résultat net</b>	<b>799</b>	<b>670</b>	<b>325</b>	<b>269</b>	<b>252</b>	<b>(6)</b>	<b>2 309</b>
Intérêts minoritaires	(123)	(48)	(21)	(12)	(55)	(10)	(269)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>676</b>	<b>622</b>	<b>304</b>	<b>257</b>	<b>197</b>	<b>(16)</b>	<b>2 040</b>

## Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, S1-24 et S1-23

En m€	S1-24 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 733</b>	<b>4 489</b>	<b>1 736</b>	<b>1 933</b>	<b>2 085</b>	<b>(374)</b>	<b>13 602</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(1 567)	(2 501)	(897)	(1 193)	(1 060)	(71)	(7 289)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 166</b>	<b>1 988</b>	<b>839</b>	<b>740</b>	<b>1 024</b>	<b>(445)</b>	<b>6 312</b>
Coût du risque	(5)	(5)	(429)	(214)	(154)	(16)	(824)
Sociétés mises en équivalence	61	14	59	-	-	(46)	90
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(20)	2	(1)	4	(0)	24	9
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 203</b>	<b>1 999</b>	<b>468</b>	<b>530</b>	<b>870</b>	<b>(483)</b>	<b>5 587</b>
Impôts	(502)	(482)	(97)	(119)	(259)	144	(1 315)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>1 701</b>	<b>1 517</b>	<b>372</b>	<b>412</b>	<b>610</b>	<b>(339)</b>	<b>4 273</b>
Intérêts minoritaires	(248)	(101)	(42)	(18)	(126)	(7)	(542)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 453</b>	<b>1 416</b>	<b>330</b>	<b>393</b>	<b>485</b>	<b>(345)</b>	<b>3 731</b>

En m€	S1-23 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 478</b>	<b>3 957</b>	<b>1 834</b>	<b>1 895</b>	<b>1 951</b>	<b>(318)</b>	<b>12 797</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(1 430)	(2 159)	(800)	(1 153)	(987)	(18)	(6 546)
FRU	(6)	(312)	(29)	(44)	(40)	(77)	(509)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 042</b>	<b>1 486</b>	<b>1 005</b>	<b>698</b>	<b>924</b>	<b>(413)</b>	<b>5 741</b>
Coût du risque	(1)	(68)	(463)	(135)	(241)	(0)	(908)
Sociétés mises en équivalence	49	11	85	-	1	(33)	113
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	5	25	2	0	-	33
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 090</b>	<b>1 433</b>	<b>652</b>	<b>566</b>	<b>684</b>	<b>(447)</b>	<b>4 979</b>
Impôts	(478)	(358)	(177)	(138)	(201)	153	(1 199)
Rés. net des activités abandonnées	1	-	0	-	5	-	6
<b>Résultat net</b>	<b>1 613</b>	<b>1 076</b>	<b>475</b>	<b>428</b>	<b>488</b>	<b>(293)</b>	<b>3 786</b>
Intérêts minoritaires	(239)	(77)	(44)	(19)	(113)	(27)	(520)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 374</b>	<b>998</b>	<b>431</b>	<b>409</b>	<b>375</b>	<b>(321)</b>	<b>3 266</b>



## Annexe 4 – Données par action

### Crédit Agricole S.A. – Bénéfice par action, actif net par action et RoTE

(en m€)		T2-2024	T2-2023	S1-24	S1-23
Résultat net part du Groupe - publié		1 828	2 040	3 731	3 266
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS		(83)	(94)	(221)	(235)
- Impact change sur AT1 remboursé		-	-	(247)	-
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié	[A]	1 745	1 946	3 263	3 031
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-détention (m)	[B]	3 025	3 025	3 008	3 024
<b>Résultat net par action - publié</b>	<b>[A]/[B]</b>	<b>0,58 €</b>	<b>0,64 €</b>	<b>1,08 €</b>	<b>1,00 €</b>
RNPG sous-jacent		1 823	1 850	3 756	3 100
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires	[C]	1 740	1 756	3 288	2 865
<b>Résultat net par action - sous-jacent</b>	<b>[C]/[B]</b>	<b>0,58 €</b>	<b>0,58 €</b>	<b>1,09 €</b>	<b>0,95 €</b>
<b>(en m€)</b>				<b>30/06/2024</b>	<b>30/06/2023</b>
Capitaux propres - part du Groupe				70 396	67 879
- Emissions AT1				(7 164)	(7 235)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe				1 305	1 352
<b>Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord.</b>	<b>[D]</b>			<b>64 537</b>	<b>61 997</b>
- Écarts d'acquisition & incorporels* - part du Groupe				(17 775)	(17 077)
<b>ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord.</b>	<b>[E]</b>			<b>46 763</b>	<b>44 920</b>
Nombre d'actions, hors titres d'auto-détention (fin de période, m)	[F]			3 025	3 025
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€)	[D]/[F]			21,3 €	20,5 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€)	[G]=[E]/[F]			15,5 €	14,9 €
<i>* y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle</i>					
<b>(en m€)</b>				<b>S1-24</b>	<b>S1-23</b>
Résultat net part du Groupe - publié	[K]			3 731	3 266
Dépréciation d'immobilisation incorporelle	[L]			0	0
IFRIC	[M]			-110	-542
RNPG publié annualisé	[N] = ([K]-[L]-[M])*2+[M]			7 572	7 075
Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS, impact change, annualisés	[O]			-689	-470
Résultat publié ajusté	[P] = [N]+[O]			6 884	6 605
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordin. *** (3)	[J]			44 710	42 778
ROTE publié ajusté (%)	= [P] / [J]			15,4%	15,4%
Résultat net part du Groupe sous-jacent	[Q]			3 756	3 100
RNPG sous-jacent annualisé	[R] = ([Q]-[M])*2+[M]			7 622	6 741
Résultat sous-jacent ajusté	[S] = [R]+[O]			6 934	6 271
ROTE sous-jacent ajusté (%)	= [S] / [J]			15,5%	14,7%

\*\*\* y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

(1) Sous-jacent : cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes

(2) ROTE sous-jacent calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé et de charges IFRIC linéarisées sur l'année

(3) Moyenne de l'ANC tangible non réévalué attribuable aux actions ordinaires calculée entre les bornes 31/12/2023 et 30/06/2024 (ligne [E]), retraités d'une hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

## Indicateurs Alternatifs de Performance<sup>73</sup>

### ANC Actif net comptable (non réévalué)

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

### ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

### BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

### Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

### Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

### Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

### Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

### MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne « Redressement et Résolution des Banques » (*Bank Recovery and Resolution Directive* -

<sup>73</sup> Les IAP sont des indicateurs financiers non présentés dans les comptes ou définis dans les normes comptables et utilisés dans le cadre de la communication financière, comme le RNPG sous-jacent ou le ROTE, à titre d'exemples. Ils sont utilisés pour faciliter la compréhension de la performance réelle de la société. Chaque IAP est rapproché dans sa définition à des données comptables.

BRRD). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Sous BRRD2, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques (RWA), ainsi qu'en pourcentage de l'exposition en levier (LRE). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL total les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les passifs éligibles émis par l'organe central et le réseau des affiliés, c'est-à-dire les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

### **Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux)**

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

### **Taux des créances dépréciées (ou douteux)**

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

### **TLAC**

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board* - FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks* - G-SIBs). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole. L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne via CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019.

Sont éligibles au numérateur du ratio TLAC les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les titres subordonnés et les dettes senior non préférées éligibles d'échéance résiduelle de plus d'un an émis par Crédit Agricole SA.

### **RNPG Résultat net part du Groupe**

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

### **RNPG sous-jacent**

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels) afin de faciliter la compréhension du résultat réel de la société.

### **RNPG attribuable aux actions ordinaires**

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

### **RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity**

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles en rapportant le RNPG annualisé à l'ANC du groupe retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition. Le RNPG annualisé correspond à l'annualisation du RNPG (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) hors dépréciation d'immobilisations incorporelles et en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année.

## Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le deuxième trimestre et premier semestre 2024 est constituée de cette présentation, des annexes à cette présentation et du communiqué de presse attachés, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/publications-financieres>

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

## Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de six mois close au 30 juin 2024 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2023 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2023 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Au 30 juin 2024, Indosuez Wealth Management finalise l'acquisition de Degroof Petercam et détient 65% de Banque Degroof Petercam aux côtés de CLdN Cobelfret, son actionnaire historique, qui restera au capital à hauteur de 20%.

Au 30 juin 2024, Amundi a finalisé l'acquisition d'Alpha Associates un gestionnaire d'actifs indépendant proposant des solutions d'investissement multi-gestion en actifs privés

## Agenda financier

06 novembre 2024	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2024
05 février 2025	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2024
30 avril 2025	Publication des résultats du premier trimestre 2025
14 mai 2025	Assemblée générale
31 juillet 2025	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2025
30 octobre 2025	Publication des résultats du troisième trimestre et des neufs mois 2025

## Contacts

### CONTACTS PRESSE CRÉDIT AGRICOLE

---

Alexandre Barat	+ 33 1 57 72 12 19	<a href="mailto:alexandre.barat@credit-agricole-sa.fr">alexandre.barat@credit-agricole-sa.fr</a>
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	<a href="mailto:olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr">olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr</a>
Mathilde Durand	+ 33 1 57 72 19 43	<a href="mailto:mathilde.durand@credit-agricole-sa.fr">mathilde.durand@credit-agricole-sa.fr</a>
Bénédicte Gouvert	+ 33 1 49 53 43 64	<a href="mailto:benedicte.gouvert@ca-fnca.fr">benedicte.gouvert@ca-fnca.fr</a>

### CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CRÉDIT AGRICOLE S.A.

---

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	<a href="mailto:investor.relations@credit-agricole-sa.fr">investor.relations@credit-agricole-sa.fr</a>
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement)	<a href="mailto:relation@actionnaires.credit-agricole.com">relation@actionnaires.credit-agricole.com</a>

Cécile Mouton	+ 33 1 57 72 86 79	<a href="mailto:cecile.mouton@credit-agricole-sa.fr">cecile.mouton@credit-agricole-sa.fr</a>
---------------	--------------------	--

#### Relations investisseurs actions :

Jean-Yann Asseraf	+ 33 1 57 72 23 81	<a href="mailto:jean-yann.asseraf@credit-agricole-sa.fr">jean-yann.asseraf@credit-agricole-sa.fr</a>
Fethi Azzoug	+ 33 1 57 72 03 75	<a href="mailto:fethi.azzoug@credit-agricole-sa.fr">fethi.azzoug@credit-agricole-sa.fr</a>
Joséphine Brouard	+ 33 1 43 23 48 33	<a href="mailto:josephine.brouard@credit-agricole-sa.fr">josephine.brouard@credit-agricole-sa.fr</a>
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	<a href="mailto:oriane.cante@credit-agricole-sa.fr">oriane.cante@credit-agricole-sa.fr</a>
Nicolas Ianna	+ 33 1 43 23 55 51	<a href="mailto:nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr">nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr</a>
Leila Mamou	+ 33 1 57 72 07 93	<a href="mailto:leila.mamou@credit-agricole-sa.fr">leila.mamou@credit-agricole-sa.fr</a>
Anna Pigoulevski	+ 33 1 43 23 40 59	<a href="mailto:anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr">anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr</a>

#### Relations investisseurs crédit et agences de notation :

Gwenaëlle Lereste	+ 33 1 57 72 57 84	<a href="mailto:gwenaelle.lereste@credit-agricole-sa.fr">gwenaelle.lereste@credit-agricole-sa.fr</a>
Florence Quintin de Kercadio	+ 33 1 43 23 25 32	<a href="mailto:florence.quintindekercadio@credit-agricole-sa.fr">florence.quintindekercadio@credit-agricole-sa.fr</a>

Tous nos communiqués de presse sur : [www.credit-agricole.com](http://www.credit-agricole.com) - [www.creditagricole.info](http://www.creditagricole.info)



Crédit\_Agricole



Groupe Crédit Agricole



creditagricole\_sa